



L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)

Titre du projet : « Lituka - Projet de lutte contre la déforestation par la diffusion de foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire »	Organisation(s) de mise en œuvre : Initiative Développement
Contact de l'organisation de mise en œuvre pour le projet : Nom et fonction : Luc BLONDY, directeur pays Congo Adresse : 78 rue Jolly, Arrondissement 2 Bacongo Téléphone : +242 06 484 98 01 E-mail : l.blondy@id-ong.org	Partenaire(s) du projet : - Gouvernement : Ministère de l'Economie Forestière (MEF)
Pays : République du Congo	Localisation du projet (provinces ou zones prioritaires) : Villes de Brazzaville et Pointe Noire
Description du projet : Le projet Lituka vise à fournir aux ménages de Brazzaville et Pointe Noire des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie en agissant sur l'une des causes de la pression anthropique exercée sur la ressource : la demande en combustibles. La théorie du changement au cœur du projet repose sur la conviction qu'un changement de pratiques à l'échelle des ménages ne peut être durable que si la filière de production et de commercialisation de cuiseurs est structurée et en capacité technique et financière de passer à l'échelle de la production et de la vente et si des solutions marketing et de facilitations financières sont proposées aux acteurs et actrices de cette filière.	Coût Total du projet (incluant le budget non financé estimé) 1 000 000 USD Coût total financé par le Fonds fiduciaire de CAFI : 1 000 000 USD Montant et durée de la première tranche : 1 000 000 USD pour 3 années Autres sources de financement : Date de démarrage¹ : 01/10/2023 Date de clôture : 30/09/2026 Durée totale (en mois) : 36 mois

¹ **Dates indicatives :** La date de commencement officielle de tout projet financé par CAFI correspond à la date de transfert de fonds par le Bureau MPTF.



EFFETS CAFI auxquels le programme contribue	Montant en USD ²
1. Les pratiques agricoles durables permettent la réduction de la conversion des terres et l'augmentation de la sécurité alimentaire	
2. Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées	1 000 000 USD
3. Les institutions et parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées sont en capacité et disposent d'un cadre légal permettant de promouvoir, suivre et mettre en œuvre la gestion durable des forêts	
4. Les infrastructures et futurs projets miniers et hydrocarbures minimisent leur empreinte globale ;	
5. i) Les décisions d'aménagement du territoire assurent une représentation équitable des intérêts sectoriels et maintiennent le couvert forestier ii) la sécurisation foncière n'incite pas à la conversion par des individus ou des communautés	
6. La croissance démographique et la migration vers les forêts et les fronts forestiers sont ralenties	
7. Une coordination interministérielle et une gouvernance sont améliorées, et résultent en i) des régimes fiscaux et permis pour les activités économiques qui ne poussent pas les acteurs économiques vers la conversion des forêts et les activités illégales, ii) un climat des affaires favorable aux investissements bénéfiques à la forêt	

Date et numéro de la décision d'approbation :

Signatures des Organisations participantes :

Mme Rosalie MATONDO Ministre de l'Économie Forestière	Date et signature [Redacted]
M. Luc BLONDY Directeur Pays Congo - Initiative Développement	Date et signature 30/10/23 [Redacted]
Mme Berta PESTI Cheffe du Secrétariat Exécutif CAFI	Date et signature 30/10/23 [Redacted]

² La somme des montants doit correspondre au budget des résultats du projet conformément au budget Excel annexé au présent document de projet et cohérent avec le narratif du présent document. Dans le cas de projets cofinancés, la ventilation doit être réalisées également pour le budget CAFI seul.

Table des matières

Liste des acronymes	4
I. Résumé exécutif :	5
II. Analyse de situation :	7
III. Stratégie du programme	15
IV. Gouvernance du programme	29
V. Transparence fiduciaire :	31
VI. Capacités et expérience de l'agence de mise en œuvre :	31
VII. Partenariats	32
VIII. Cohérence avec les programmes existants :	34
IX. Cadre de résultats du programme (Tableau 1):	35
X. Gestion des Risques (Tableau 2) :	35
XI. Suivi-Evaluation :	37
XII. Communication et visibilité :	43
XIII : BUDGETS – voir document Excel joint	45
ANNEXE 1 – CADRE DE RESULTATS DU PROGRAMME	49
ANNEXE 2: Engagement des parties prenantes dans le processus de développement du programme	58
ANNEXE 3 : Plan de communication et de visibilité	63
ANNEXE 4 : Rapport d'enquêtes (FAO/ID) sur les équipements de cuisson et habitudes de consommation des ménages - 2019.	68
ANNEXE 5 : Simulation d'impact de diffusion des cuiseurs économes en République du Congo – 2022-2032	69
ANNEXE 6. Appui à l'émergence des filières artisanales locales – Traverses n°47 – 2017 ..	70
ANNEXE 7.. Fiche outils – Tests de performances énergétiques	71
ANNEXE 8. Brochure expliquant l'utilisation du Congo-Mboté	73
ANNEXE 9. Analyse des risques associés aux potentielles sources de fuite carbone	74

[Signature]

Liste des acronymes

- AFD** : Agence Française de Développement
- AOC** : Approche Orientée Changement
- ASDB** : Association des Salésiens de Don Bosco
- BZV** : Brazzaville
- CA** : Comité d'Administration
- CAF** : Chargé d'Administration et Finance (ID)
- CAFI** : Central African Forest Initiative
- COFIL** : Comité de Pilotage
- COS** : Comité d'Orientatoin et de Suivi
- CVPFLN** : Centre de valorisation des produits forestiers non-ligneux.
- IECD** : Institut Européen de Coopération et de Développement
- FA** : Foyers améliorés
- FCE** : Filière Cuiseurs Economes
- FCFA** : Francs CFA
- FFOM** : Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
- GI** : Groupe Initiative
- ID** : Initiative Développement
- IMF** : Institut de Microfinance
- MEF** : Ministère de l'Economie Forestière
- ODD** : Objectif du Développement Durable
- PNR** : Pointe-Noire
- RP** : Responsable Programme
- S&E** : Suivi et Evaluation
- TPE-PME** : Très Petites Entreprises- Petites et Moyennes Entreprises
- TeqCO2** : Tonnes équivalent CO2

Ry

DOCUMENT DE PROGRAMME

I. Résumé exécutif :

Au Congo, l'utilisation des ressources forestières pour la cuisson domestique quotidienne est importante dans les ménages. De fait, cette biomasse est la source d'énergie la plus prisée du pays, elle représente 81% des offres énergétiques au Congo. Par ailleurs, peu de technologies de cuisson économes en énergie sont proposées et utilisées par les ménages des grands centres urbains. Le projet Lituka entend donc contribuer à fournir aux ménages de Brazzaville et Pointe Noire des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie en agissant sur l'une des causes de la pression anthropique exercée sur la ressource : la demande en combustibles.

Au-delà d'une diffusion simple de foyers améliorés, l'enjeu central est que les ménages et petites unités productives (cantines, restaurants, petites unités de transformation de produits) utilisent des foyers améliorés en lieu et place des foyers traditionnels.

Un foyer amélioré (aussi appelé cuiseur économe) est un dispositif de cuisson des aliments dont la conception et l'optimisation du rendement calorifique (foyer fermé) permettent une économie de combustibles (bois et/ou charbon) de 40 à 50%. Outre les économies d'énergie qu'il permet, le foyer amélioré Congo Mboté présente de nombreux avantages qui contribuent à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) notamment sur les questions de santé publique, de réduction de la pauvreté, de sauvegarde du milieu naturel et de limitation des gaz à effet de serre. (voir Annexe 8).

En effet, l'utilisation du Congo Mboté permet ;

- Une économie de bois et/ou de charbon comprise entre 40 et 50% et donc un gain économique pour ses utilisateurs.
- Une diminution du temps consacré à la préparation du repas ou au chauffage de l'eau pour se laver ;
- Une réduction des fumées toxiques dégagées lors de la cuisson ;
- Une réduction des risques de brûlures ;
- Une diminution des salissures

Le foyer amélioré Congo Mboté est né du programme « filière cuiseurs économes », mis en œuvre par Initiative Développement entre 2015 et 2021, avec une première phase de prototypage du FA impliquant fortement les communautés (artisans soudeurs pour la conception et restauratrices pour tester l'adaptation du produit aux habitudes de cuisson) à partir de 2013. L'objectif de ce programme était de faire émerger une filière de production et diffusion de FA à Brazzaville (avec une expérimentation de diffusion à Pointe-Noire à partir de 2018 et dans la Bouenza entre 2017 et 2019). Plus de 7 000 FA ont ainsi été produits par des artisans soudeurs et diffusés par des points de vente et des agents-promotion vente depuis le démarrage du programme en République du Congo. Les enquêtes de satisfaction réalisées chaque année auprès des ménages ont mis en lumière une appropriation importante du produit par les ménages : 85% des utilisateurs en sont très satisfaits et 76% envisagent son renouvellement.

La théorie du changement au cœur du projet Lituka repose donc sur la conviction qu'un changement de pratiques à l'échelle des ménages et des petites unités productives ne peut être durable que si la filière de production et de commercialisation de cuiseurs est structurée et en capacité technique et financière de passer à l'échelle de la production et de la vente. Par ailleurs, face aux échecs des nombreux programmes de diffusion de foyers améliorés fondés sur les dons et/ou très fortes subventions mis en œuvre dans les décennies 1980-1990, l'approche marché est la plus en mesure d'établir un processus de production et de diffusion qui s'établit durablement dans le temps.

Puz

De plus, pour rendre pérenne l'appropriation par les ménages et unités productives ciblées, il est nécessaire d'accompagner les acteurs de la filière dans la mise en œuvre d'actions qui encouragent et stimulent la demande : campagnes de communication et de promotion pour faire connaître le produit, démonstrations et sensibilisations pour faciliter l'appropriation par les ménages. Plusieurs activités mises en œuvre par ID sur ce volet depuis 2015 (démonstrations porte-à-porte, prêts de cuiseurs aux restauratrices, spots radio, guides d'utilisation, facilités de paiement, etc.) ont contribué à dynamiser le marché, tout particulièrement à Brazzaville. Il convient de consolider ces campagnes de promotion et sensibilisation autour des avantages socio-économiques et environnementaux.

C'est fort de cette expérience qu'Initiative Développement a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le CAFI le 31 janvier 2020, en consortium avec la FAO et le GRET. Par la suite, le projet LITUKA est devenu autonome et a été porté par ID sous la supervision institutionnelle et stratégique du Ministère de l'Economie Forestière.

Les résultats et produits attendus du projet sont :

Effet :

Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées.

Résultats attendus :

Résultat 1. Une filière structurée produit et diffuse des foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire.

Produit 1.1. Les capacités techniques et entrepreneuriales des producteurs de la filière foyers améliorés de Brazzaville et Pointe Noire sont renforcées.

Produit 1.2. Les acteur.ices de la filière sont accompagnés dans la mise en réseau, le transfert de connaissances et les échanges de bonnes pratiques pour assumer l'ensemble des fonctions directes de production/vente.

Produit 1.3. De nouveaux foyers améliorés sont testés, en lien avec la demande des consommateurs.

Résultat 2 : La mise en œuvre de plans marketing et de facilités de paiement permet de renforcer la demande en foyers améliorés.

P2.1. Des campagnes d'information, de sensibilisation et de promotion autour du produit sont organisées.

Produit 2.2. Les acteur.ices de la diffusion sont renforcés dans leur rôle de promotion-vente de foyers améliorés.

Produit 2.3. Accompagner les entrepreneurs dans la mise en place de facilités de paiement pour les ménages.

La cible de 8 300 ménages équipés en 3 ans de projet tient compte des capacités actuelles de production et de diffusion de la filière à Brazzaville et Pointe Noire. En termes d'impacts sur long terme, une simulation de la diffusion sur les 10 prochaines années [2022-2032] permet de conclure que 36 860 foyers améliorés seront en circulation en 2032, soit une économie de 214 186 tonnes de bois sur 10 ans et 356 976 Teq CO2 évitées. (voir Annexe 5). Cette projection repose sur l'hypothèse que les filières FA de Brazzaville et Pointe Noire appuyées dans le cadre de ce projet soient autonomes en 3 ans de projet et que l'écosystème soit favorable au développement de ces filières. Néanmoins, un appui en R&D serait nécessaire pour s'assurer d'atteindre cet objectif à la suite des 3 ans de programme (développement de nouveaux produits en lien avec de nouvelles demandes émergentes dans le secteur des biocombustibles notamment) et mise en place d'un centre de ressources sur la thématique biomasse-énergie en appui au secteur privé pour appuyer le développement de la gamme et être garant de la certification (tests d'efficacité énergétique, etc.)

Ry

II. Analyse de situation :

Au Congo, l'utilisation des ressources forestières pour la cuisson domestique quotidienne est importante dans les ménages. Depuis plus de 20 ans, suite à la fin de la guerre civile mais également face à une population grandissante, la demande en bois-énergie n'a cessé d'augmenter, impactant durablement et négativement l'environnement et les ressources disponibles, faute de modèle de gestion durable.

La biomasse est la source d'énergie la plus prisée du pays, elle représente **81 % des offres énergétiques au Congo**. Ce sous-secteur est principalement assuré par des petits producteurs, dont l'exploitation reste traditionnelle. Le sous-secteur de la biomasse n'est donc pas organisé et pose de réels problèmes de déforestation autour des 2 grandes agglomérations du pays : Brazzaville et Pointe Noire, avec notamment une utilisation prédominante du charbon de bois en zone urbaine¹. En effet, si l'on regroupe le bois-énergie et les autres énergies, on obtient la répartition suivante :

Energie	% des énergies principales Brazzaville	% des énergies principales Pointe-Noire
Bois-énergie	67,10%	48,50%
Gaz	21,30%	40,20%
Pétrole	9,90%	8,50%
Autre	1,70%	2,80%

Figure 1 Répartition des usages énergétiques des ménages de Brazzaville et Pointe Noire par source d'énergie domestique principale (Source: CIRAD (2018))

Cela a pour conséquence une forte pression sur la biomasse, ce d'autant plus qu'il n'existe localement que très peu de solutions de cuissons économes, comme en témoigne les résultats du diagnostic initié par la FAO et mis en œuvre par ID en juin 2019 (Annexe 4- Rapport d'enquêtes sur les équipements et cuisson et habitudes de consommation des ménages /2019).

¹ On estime généralement qu'il faut 7 à 8 kg de bois en moyenne pour obtenir 1 kg de charbon (Cirad, 2019)

Ry

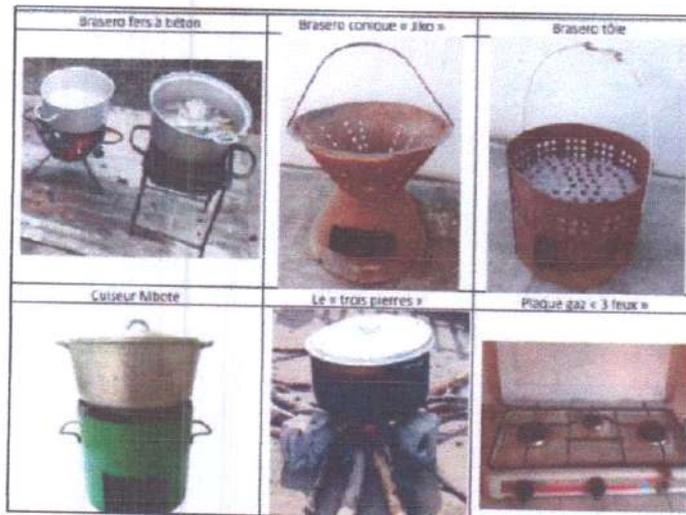


Figure 2: Principaux modèles de cuiseurs domestiques utilisés dans les centres urbains de Brazzaville et Pointe Noire | Source (ID/FAO 2019)

LES BRASEROS : « fers à béton », « conique » ou « tôle » Modèles

Ces trois modèles « braseros » sont les plus répandus et les plus utilisés en zone urbaine. Leur utilisation au charbon permet de cuisiner des plats à cuisson lentes/longues mais consomment en grande quantité le charbon. De plus, ce sont des foyers dont les risques de brûlures et d'accidents sont très fréquents notamment chez les enfants.

Approvisionnement / Coûts

L'approvisionnement se fait de deux manières : soit directement chez l'artisan suite à une commande ou par simple exposition devant l'atelier, soit auprès des distributeurs (principalement les vendeurs d'ustensiles de cuisines ou encore des vendeurs ambulants dans la rue). Le coût de ces foyers est relativement faible entre 1 000 et 4 000 FCFA pour les plus petits et moyens modèles. Toutefois, leur durée de vie (pour les braseros « conique » et en « tôle ») est faible, de 3 à 4 mois d'utilisation en moyenne.

LE FEU « 3 PIERRES »

Le « feu 3 pierres » est un des modèles le plus répandus au Congo, principalement pour tout ce qui est grande restauration (mariages, veillées, cérémonie familiale, etc.) ou transformation alimentaire (productrice de pains de manioc, vendeuses de beignets, etc.). Le modèle consiste simplement à disposer en triangle 3 pierres sur lesquelles la marmite sera déposée. Le feu est allumé au centre de ce triangle à l'aide de tiges de bois de dimensions et qualité variables. Certaines personnes en zone rurale creusent une petite tranchée dans le sol dans laquelle il dispose le bois. La marmite est alors posée directement sur le sol au-dessus de la tranchée où le feu a été allumé.

Origine, disponibilité et coûts

Le « feu 3 pierres » est le modèle le plus simple d'accès car totalement gratuit. Cependant, cela reste un modèle très énergivore et grand consommateur de bois. C'est aussi le modèle produisant le plus de fumées toxiques (particules fines, composés cancérigènes, etc.). Il est généralement utilisé pour les marmites de grandes dimensions comme dans les cantines des écoles

LE CUISEUR ECONOMIQUE « CONGO MBOTÉ »

Le cuiseur économique « Congo Mboté » a été conçu au Congo suite à une phase de prototypage en lien avec les artisans et les restauratrices afin d'obtenir un produit adapté aux habitudes de cuisson et aux techniques de fabrication locale. La diffusion du produit est encore à petite échelle avec près de 6 000 CE vendus depuis 2014. Le modèle rencontre un franc succès auprès des utilisatrices (plus de 90% de

taux de satisfaction selon les enquêtes annuelles menées par ID). En moyenne, le cuiseur économise 50% de combustible par rapport à un foyer traditionnel type brasero ou 3 pierres. De plus, chaque vente et usage de cuiseur génère des crédits carbone certifiés par le label « Gold Standard ».

Approvisionnement / Coûts

Les cuiseurs de la gamme Mboté sont fabriqués par des artisans soudeurs locaux. La matière première utilisée est neuve via des fournisseurs (quincailleries). L'approvisionnement se fait donc sous forme de commandes directement dans l'atelier de soudure. La gamme de cuiseurs économes « Mboté » est constituée de 3 tailles et donc 3 tarifs :

- Petit Modèle (mixte, bois/charbon) : 10 000 FCFA (15€)
- Moyen Modèle (mixte, bois/charbon) : 13 000 FCFA (20€)
- Modèle XXL / institutionnel (bois) : 60 000 FCFA (90€)

Distribution Le cuiseur économe Congo Mboté est distribué dans des points de ventes officiels, proche des ateliers de production pour favoriser les relations entre les acteurs de la filière. Ce sont généralement des revendeurs d'ustensiles de cuisine ou des boutiques « d'alimentation générale ». Plus de 90% sont des femmes.

LA GAZINIÈRE

Il existe plusieurs modèles de gazinières allant du système le plus simple consistant à un brûleur vissé sur les bouteilles les plus petites ou des plaques (2 à 3 feux, voir photo ci-dessus), jusqu'au système plus élaboré consistant en une gazinière classique combinant de 4 à 6 feux avec un four à gaz (éventuellement électrique). Certains de ces modèles sont considérés comme modèle de « luxe » (voir photos ci-dessous). Les gazinières sont appréciées principalement pour le gain de temps et la facilité d'allumage comme pour les plats cuisinés le matin (omelettes, spaghettis, etc.). Certains plats traditionnels nécessitent tout de même de sortir la marmite du feu pour finaliser la préparation, comme le fofou (facile à préparer au gaz), pâte à base de farine de manioc.

Origine et disponibilité

Les gazinières classiques intégrant au moins 4 feux et un four sont en vente dans les magasins d'électroménager, qui sont assez répandus dans les deux capitales et principalement tenus par des étrangers (en majorité des Indiens ou des Libanais / Syriens). La difficulté principale est le coût d'achat et la disponibilité / qualité des bouteilles de gaz. Les 2 capitales souffrent régulièrement de pénuries et il existe des bouteilles mal remplies ou défectueuses (risque de fuites voire d'explosion).

Coût

Le coût d'une gazinière est variable avec un prix de départ pour un modèle neuf « classique 4 feux + fours à gaz » de 100 000 FCFA (152€) jusqu'à 400 000 FCFA (610€) pour les plus sophistiquées. De manière générale, ce sont donc des équipements difficilement accessibles financièrement pour la majorité de la population, sans compter l'achat de la consigne pour la bouteille de gaz entre 50 et 70 000 FCFA (90 à 110 €)

Une enquête réalisée à Pointe Noire avant expérimentation de diffusion du foyer amélioré Congo Mboté a permis de souligner que 50% des ménages congolais utilisent le brasero.

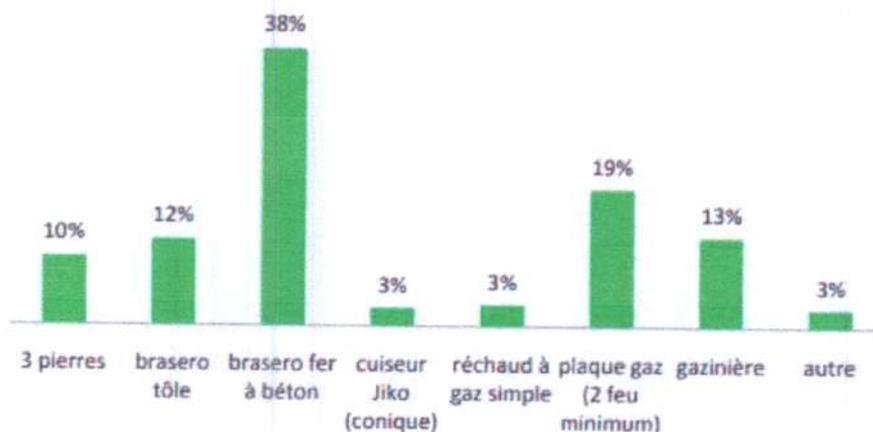


Figure 3: Répartition par type de cuiseur principalement utilisé par les ménages de Pointe-Noire | Source: ID, 2018

Les deux modèles de foyers améliorés les plus connus au Congo sont le « *lituka Ya peto* » de l'association Femme Energie et le « *lituka Congo Mboté* » de l'association Initiative Développement dont les filières d'approvisionnement sont toujours en cours de structuration.

Entre 2013 et 2020, ID a mené le projet Filière Cuiseurs Économiques (FCE) à Brazzaville, avec une phase expérimentale à Pointe Noire à partir de 2018 et l'émergence d'une filière dans la Bouenza de 2017 à 2019. Ce projet a fait émergé une filière de fabrication locale de foyers améliorés de qualité, en matériaux neufs et en travaillant notamment avec les artisans soudeurs et les revendeurs de cuiseurs économiques. Durant ces 7 années, près de 7 000 cuiseurs économiques Congo Mboté ont ainsi été diffusés.

Handwritten signature

Handwritten initials



Figure 4: La gamme Congo Mboté- (de gauche à droite : foyer « grand modèle mixte bois/charbon- foyer « institutionnel » Brazza Mboté bois pour les petites unités de production et foyer « petit modèle » mixte bois-charbon

	Congo Mboté Petit Modèle	Congo Mboté Grand Modèle	Brazza Mboté Modèle XXI /institutionnel
Utilisateur/cible	Ménages	Ménages et petite restauration	Petites unités productives: restauration, cantines, Transformation produit (pain manioc, etc.)
Capacité diamètre marmite(s)	Petites marmites	Marmites moyennes à grandes	Grandes à très grandes marmites (50 à 56)
Type de combustible	Bois et charbon	Bois et charbon	Bois
Efficacité énergétique	Bois: 45% Charbon: 50%	Bois: 45% Charbon: 50%	Bois: 45 %
Prix	10 000 FCFA (17 USD)	13 000 FCFA (26 USD)	60 000 FCFA (103 USD)
Part de marché (2018-2020)	37%	60%	3%

Dans la mise en œuvre de ce projet, ID a opté pour une approche filière/marché portant sur une série de choix initiaux sous-jacents au développement de l'approche (Annexe 6 : Appui à l'émergence de FAL- GI 2017) à savoir :

- ✓ Faire émerger une nouvelle filière avec des acteurs existants mais opérant sur d'autres filières ;
- ✓ Développer une filière artisanale locale qui propose une approche dite de marché. Dans le monde, seuls 10 à 15% des projets cuiseurs économes suivent une telle démarche. Ce choix se justifie pour assurer la pérennité du programme.

Am

- ✓ Intervenir sur une filière qui induit des co-bénéfices environnementaux et sanitaires au-delà des impacts directs sur les microentreprises ciblées, les revenus et l'activité économique.

Depuis 2013, la stratégie d'ID a donc été d'accompagner un réseau d'environ 15 ateliers de soudure pour la production des cuiseurs à Brazzaville, Pointe Noire et dans la Bouenza. (il s'agit de TPE-PME du secteur de la soudure et menuiserie métallique) Ces acteurs interviennent avec une capacité de production aujourd'hui limitée en lien avec le manque de moyens, voire de vision entrepreneuriale de ces acteurs. **L'appui proposé par ID s'est principalement orienté vers un appui technique, c'est à dire la formation des artisans et la mise à disposition de « facilités » pour lancer la production (achat des matières premières, petits équipements et appui logistique).** Par ailleurs, ID a dû occuper pendant plusieurs années, une partie des fonctions directes des filières (avance sur production, transport/stockage, dépôt-vente) du fait du contexte d'émergence de la filière, de la prudence face aux risques des acteurs peu enclins à investir dans un produit encore inconnu et de leur degré de vulnérabilité.

L'analyse ci-après met en lumière les principales réussites et barrières rencontrées par le projet :

1. Succès sur les lesquels bâtir :

a. Pour les utilisateur.ices :

- Une gamme de cuiseurs mixtes bois/charbon (Petit Modèle / Grand Modèle) et un cuiseur institutionnel pour la restauration permettant 40 à 50% d'économie de bois et de charbon.
- Un produit adapté aux besoins et au contexte local : 85% des utilisateur.ices du foyer en sont satisfait.es et le trouvent très économique une fois acheté / 76% envisagent son renouvellement (*enquêtes de satisfaction auprès des ménages | 2020*)

Un marché des FA qui fonctionne : doublement des ventes entre 2018 et 2019 et tendance qui aurait pu continuer sans la crise COVID-19 Avec des sensibilisations et démonstrations qui ont joué un rôle déterminant dans l'appropriation du produit par les ménages.

b. Pour les producteurs :

- Des normes de production et de qualité entièrement maîtrisées et appropriées par les artisans soudeurs accompagnés
- Des formations techniques ciblant aussi les plus jeunes (insertion professionnelle)
- L'utilisation de matériaux neufs, garants de la qualité du produit et facilement accessible (quincailleries)
- Une durée de vie du produit Congo Mboté comprise entre 2 et 3 ans (contre 4 à 6 mois pour les foyers traditionnels type brasero).

c. Pour la commercialisation :

- Une filière émergente, avec des producteurs formés et des points de vente déjà connaisseurs du produit (particulièrement à Brazzaville)
- Des **facilités de paiement testées** par les points de vente (paiement échelonné) aux résultats concluants : d'après les revendeurs plus de la moitié des clients ont acheté le cuiseur via cette facilité.

2. Points de vigilance à traiter :

a. Sur les utilisateur.ice.s :

- un cuiseur institutionnel qui pourrait être amélioré pour accroître sa durabilité ;
- Des besoins qui devraient s'accroître avec l'apparition d'initiatives émergentes (producteurs de biocombustibles désireux de pouvoir commercialiser un foyer amélioré avec ce

combustible alternatif par exemple)

b. Sur la production et la commercialisation :

- Un turn-over des artisans et point de vente dû à un manque de vision entrepreneuriale de ces acteurs et une difficulté pour certains à cerner la vision filière et le positionnement d'ID (*de 2013 à 2017 ID prend en charge la plupart des fonctions de la filière pour faciliter son émergence/ de 2017 à 2021, ID souhaite transférer ces fonctions aux acteurs de la filière*)
- Une capacité de production limitée en lien avec le manque de moyens financiers des acteurs de la production et leur manque de vision entrepreneuriale (pour certains)

c. Sur la couverture géographique :

- 70% des FA vendus sur Brazzaville : le déploiement des activités a été tardif et limité sur Pointe Noire (2018) en lien avec les capacités financières limitées du programme

3. *Priorités stratégiques du projet Lituka* :

Aujourd'hui, la stratégie a été affinée, afin de tirer les leçons des premières phases et orienter l'approche notamment sur les aspects suivants :

a. Pour les utilisateurs :

- La mise en place d'activités d'amélioration et/ou adaptation des modèles existants pourront permettre de répondre à d'autres besoins (prototypage d'un foyer pour le biocombustible, amélioration de la durabilité du FA institutionnel notamment).

b. Pour la production et la commercialisation :

- Le nombre d'entrepreneurs accompagnés sera déterminé en fonction du **potentiel du marché de chaque zone et en lien avec la capacité de production des entrepreneurs**. Il s'agira de concentrer l'accompagnement (sur certaines zones) à destination d'un nombre plus restreint d'entrepreneurs, mais avec un réel potentiel de croissance et en lien avec un plan d'affaire leur permettant de se projeter à long terme sur ce secteur.
- Le type d'accompagnement devra être complété, afin d'avoir une approche globale, soit un accompagnement sur le volet technique mais également **un accompagnement sur l'aspect développement de l'entreprise** (formation à la gestion d'entreprise, appui à la rédaction d'un business modèle, etc.), qui devra se compléter d'un appui en numéraire pour des équipements permettant d'augmenter leur capacité de production (groupe électrogène, aménagement des ateliers, etc.)
- La relation dans le cadre du projet avec les entrepreneurs bénéficiaires s'appuiera également sur un contrat mutuel qui devra définir très précisément les engagements respectifs et fixer les objectifs de résultats par activité des entrepreneurs accompagnés, notamment pour la pérennisation économique de leur activité (fonds de roulement constitué, nombre de cuiseurs produits, etc.) et positionner ainsi d'emblée, l'atteinte de résultats chiffrés en terme de production comme un prérequis à la mise à disposition de moyens.
- En ce qui concerne l'approche filière, elle devra viser **un changement d'échelle via l'élaboration d'un plan précis, avec pour objectifs l'augmentation de la capacité de production et de distribution, des engagements sur la qualité, les modalités de fixation des prix**. Cette vision stratégique sera établie sur 5 ans, afin que les entrepreneurs aient dès le départ une vision claire de leurs responsabilités et que le positionnement de chacun (ID en accompagnement et entrepreneurs accompagnés), soit clarifié dans le cadre de la stratégie de sortie d'ID.
- Sur le volet diffusion, les campagnes de communication et de sensibilisation sur le produit se sont concentrées sur les avantages du foyer. Des agents promotion-vente ont été déployés en appui des points de vente, pour faire des opérations de porte-à-porte dans les ménages. Ces actions de proximité ont porté leurs fruits. Il est nécessaire de poursuivre ces sensibilisations

de proximité, couplée à des démonstrations sur l'utilisation des cuiseurs et en accompagnant particulièrement les femmes, vectrices de changement.

- Il est également nécessaire de poursuivre l'accompagnement des acteurs de la filière sur la recherche de solutions de facilitation de l'accès des ménages au cuiseur. Les foyers améliorés Congo Mboté se vendent entre 10 000 FCFA et 13 000 FCFA selon les modèles (60 000 FCFA pour le cuiseur institutionnel dit « XXL ») et ont une durée de vie minimale de 2 à 3 ans, selon l'utilisation qu'en fait l'utilisateur.ice. Selon l'état de vétusté du modèle, il est également possible pour un.e utilisateur.ice de se rapprocher de son point de vente ou de l'artisan producteur afin d'éventuellement remplacer des pièces usagées à moindre coût. (par exemple, les artisans commercialisent les grilles à charbon moyennant 500 FCFA). D'après la dernière enquête de satisfaction réalisée en 2020, 85% des utilisateur.ices du foyer en sont satisfait.es et le trouvent très économique une fois acheté. 76 % envisagent son renouvellement. Il permet en effet une économie de combustibles située entre 40 et 50 %, ce qui suppose un retour sur investissement rapide (5 à 6 mois selon les usages). Toutefois, les ménages les plus vulnérables ne sont pas toujours en capacité de réaliser l'investissement initial, pourtant déterminant dans le processus d'appropriation du produit. Des outils ont été développés par ID en collaboration avec les revendeurs pour permettre le paiement échelonné auprès du distributeur, un mécanisme qui a clairement permis de dynamiser les ventes. Il s'agit donc de poursuivre cette recherche de solutions de financement en partenariat étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire (associations féminines de tontines, acteurs de la vente, institutions, etc.)

c. Pour la couverture géographique

- Au-delà de Brazzaville, le projet cible également les ménages et petites unités de production de Pointe-Noire.

III. Stratégie du programme

Face au contexte, le projet entend contribuer à fournir aux ménages de Brazzaville et Pointe Noire des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie en agissant sur l'une des causes de la pression anthropique exercée sur la ressource : la demande en combustibles.

Au-delà d'une diffusion simple de foyers améliorés, l'enjeu central est que les ménages et petites unités productives (cantines, restaurants, petites unités de transformation de produits) utilisent des foyers améliorés en lieu et place des foyers traditionnels.

La théorie du changement au cœur du projet Lituka repose donc sur la conviction qu'un changement de pratiques à l'échelle des ménages et des petites unités productives ne peut être durable que si la filière de production et de commercialisation de cuiseurs est structurée et en capacité technique et financière de passer à l'échelle de la production et de la vente. Par ailleurs, face aux échecs des nombreux programmes de diffusion de foyers améliorés fondés sur les dons et/ou très fortes subventions mis en œuvre dans les décennies 1980-1990, l'approche marché est la plus en mesure d'établir un processus de production et de diffusion qui s'établit durablement dans le temps.

De plus, pour rendre pérenne l'appropriation par les ménages et unités productives ciblées, il est nécessaire d'accompagner les acteurs de la filière dans la mise en œuvre d'actions qui encouragent et stimulent la demande : campagnes de communication et de promotion pour faire connaître le produit, démonstrations et sensibilisations pour faciliter l'appropriation par les ménages. Plusieurs activités mises en œuvre par ID sur ce volet depuis 2015 (démonstrations porte-à-porte, prêts de cuiseurs aux restauratrices, spots radio, guides d'utilisation, facilités de paiement, etc.) ont contribué à dynamiser le marché, tout particulièrement à Brazzaville. Il convient de consolider ces campagnes de promotion et sensibilisation autour des avantages socio-économiques et environnementaux.

Les résultats prévus sont les suivants :

Résultat d'effet : 8 300 foyers améliorés vendus auprès des ménages et petites unités productives de Brazzaville et Pointe Noire.

(Dont 10% de foyers diffusés auprès des petites unités productives (restaurants de rue, productrices de pain manioc, etc.).

Résultat 1 : Une filière structurée produit et diffuse des foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire.

Indicateur : 30 acteurs des filières de Brazzaville et Pointe-Noire produisent et diffusent des FA.

Les filières foyers améliorés de Brazzaville et Pointe Noire sont émergentes et nécessitent d'être davantage structurées pour pérenniser l'activité de production et de diffusion et envisager un passage à l'échelle des ventes. Le programme précédent d'ID a mis l'accent sur le renforcement des compétences techniques des acteurs de la production. Il s'agit, en phase de structuration d'accompagner les acteurs de la production à développer une vision plus entrepreneuriale autour du produit.

Les chemins de changement identifiés sont donc les suivants :

- **Renforcer les capacités techniques et entrepreneuriales d'un nombre plus restreint mais dynamiques de producteurs**, au travers notamment d'un coaching individualisé réalisé par les équipes d'ID, des formations techniques et entrepreneuriales et d'un appui aux investissements qui permettront d'améliorer leurs capacités de production
- **Encourager les synergies et la coordination entre acteurs de la filière pour qu'ils assument ensemble et en autonomie les fonctions directes de production et de diffusion.** Pour ce faire, ID se positionnera dès le démarrage du projet en accompagnateur, clarifiant sa position qui consistera à ne plus prendre en charge les fonctions cruciales à la place des acteurs mais à les accompagner à les prendre en charge par des mécanismes d'appui aux

fonctions plus transversales et indirectes (formations, coaching, cofinancement d'investissements pour la production et la diffusion, campagnes de communication et promotion, etc.) Les synergies seront encouragées par l'organisation de temps d'échanges formels et informels et la mise en place d'un dispositif d'accompagnement spécifique au travers duquel les acteur.ices pourront identifier les problématiques qui se posent à eux pour passer à l'échelle des ventes et les solutions qu'ils proposent pour y remédier.

- **Appuyer les producteurs de foyers améliorés dans des améliorations techniques des foyers améliorés existants pour qu'ils répondent à des demandes spécifiques des consommateurs.** De nouveaux foyers pourront ainsi être prototypés et testés, en lien avec l'émergence de filières biocombustibles (notamment ETS Wumela à Pointe Noire) et de demandes spécifiques (modèle de cuiseur institutionnel avec une durée de vie supérieure à 2 ans pour les unités de fabrication de pain manioc par exemple). Il s'agit ainsi d'encourager la prise d'initiative et l'innovation.

La cible de 8 300 ménages équipés en 3 ans de projet tient compte des capacités actuelles de production et de diffusion de la filière à Brazzaville et Pointe Noire. Une simulation de la diffusion sur les 10 prochaines années [2022-2032] permet de projeter que 36 860 foyers améliorés pourraient être en circulation en 2032, soit une économie de 214 186 tonnes de bois sur 10 ans et 356 976 Teq CO2 évitées (voir *Annexe 5. Simulation d'impact de diffusion des cuiseurs économes en République du Congo- 2022-2032*)

Coef.moyen réaliste zone urbaine

1,6 teq CO2/CE/AN

0,6 tonne bois économisée/TeqCO2 économisée

41,5 € économisée/Tonne de bois économisée/an

48,1 USD

Année	2022		2023		2024	
	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR
Centre urbain						
Production annuelle (hors renouvellement)	500	500	1 250	1 250	2 000	2 000
Production annuelle (renouvellement) - 80%					400	400
Total produit/ an	500	500	1 250	1 250	2 400	2 400
Total utilisé/an (95%)	500	500	1 663	1 663	3 468	3 468
Tonne eq. CO2 économisée/an	800	800	2660	2660	5548	5548
Tonne bois économisée/an	480	480	1596	1596	3329	3329
Economie argent [€] / an	19920	19920	66234	66234	138145	138145
En USD	23098	23098	76802	76802	160186	154164

Hypothèse à 2024 zone urbaine - [fin projet] (70% charbon/30% bois)	8 300 foyers améliorés produits 18 016 Teq CO2 économisées sur 3 ans 10 810 Tonnes de bois économisés sur 3 ans 448 598 € économisés sur l'utilisation du combustible
---	--

Am

CB

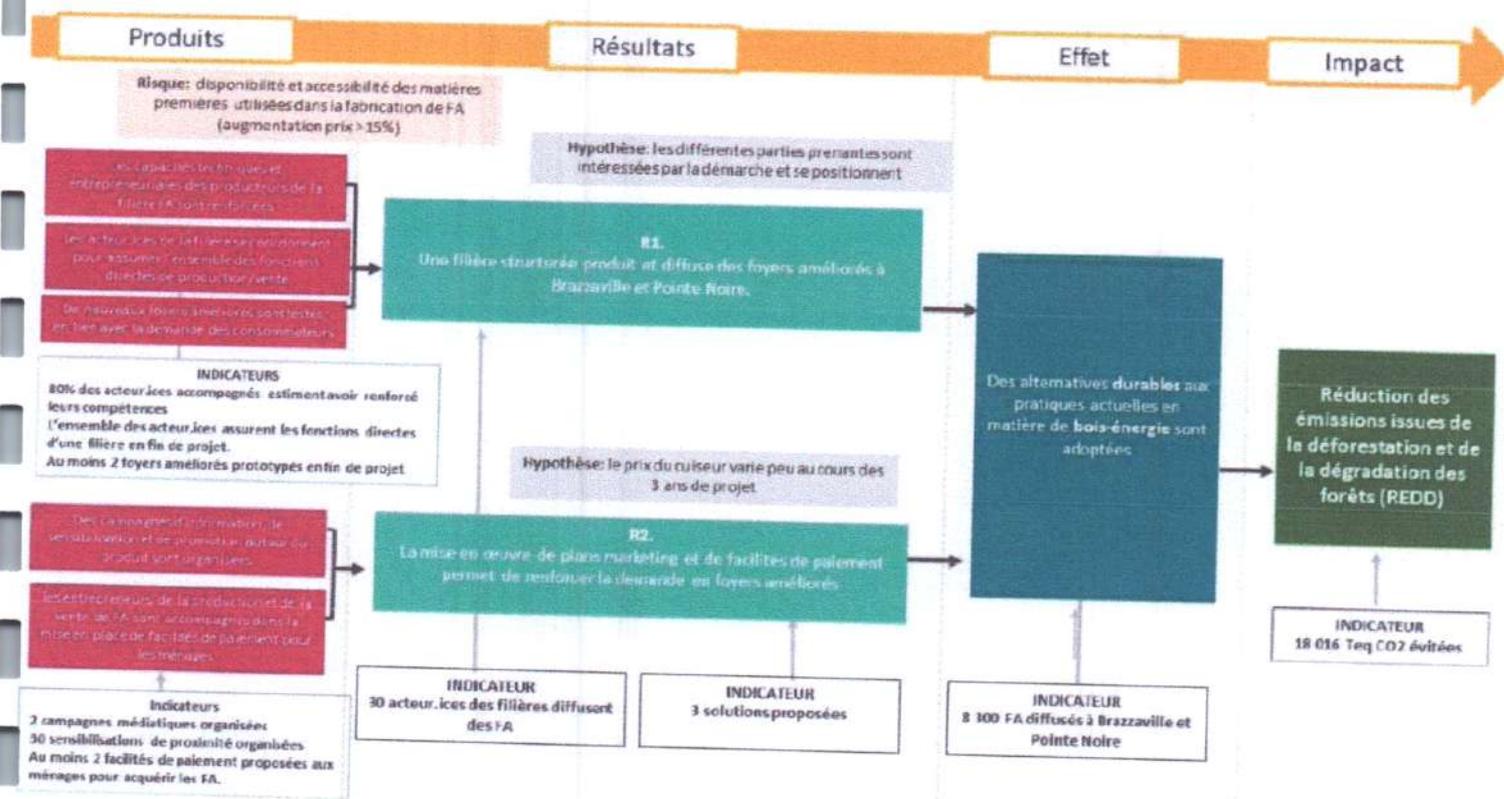
Résultat 2 : La mise en œuvre de plans marketing et de facilités de paiement permet de renforcer la demande en foyers améliorés.

Indicateur : 3 actions sont mises en œuvre pour renforcer la demande en foyers améliorés.

Malgré les avantages avérés des équipements de cuisson proposés, des barrières limitent leur adoption par les ménages et leur diffusion à grande échelle. Si la faiblesse du tissu industriel local limite la production et la disponibilité des équipements, l'indisponibilité des produits est surtout aggravée par la faiblesse des réseaux de distribution. Par ailleurs même si l'efficacité des équipements permet de réaliser des économies, l'acquisition de ces technologies implique un investissement initial que les ménages n'ont pas toujours les moyens de réaliser. Enfin l'absence de standards et de réglementation, ainsi que la méconnaissance par les populations de l'existence de ces produits et de leurs bénéfices freinent la diffusion. Pour surmonter ces barrières, les chemins de changement reposent sur le développement d'une stratégie adaptée, fondée sur l'accès à l'information, l'accès aux produits et l'accès aux services financiers.

- **L'accès à l'information** passe par des activités de type campagnes d'information et de promotion qui prendront la forme de communications médiatiques, de démonstrations et ateliers de sensibilisation auprès des utilisateurs et de diffusion de supports pédagogiques.
- **L'accès aux produits** passe par le renforcement des points de ventes, le développement de partenariats avec des détaillants, des associations, etc. Ces partenaires deviennent alors des distributeurs référencés qui peuvent bénéficier d'un soutien technique et financier de la part du projet.
- **L'accès à des facilités de paiement** passera d'abord par une phase d'identification des services financiers qui pourraient être adaptés (par exemple, prêts à faible taux d'intérêt accordés par certains IMF) et des types de facilités de paiement que des acteurs peuvent proposer à leur clientèle (dépôt-vente, paiement échelonné, ou épargne sécurisée, etc.). Dans le cadre du précédent programme, ID a déjà réalisé une étude sur les différentes IMF qui pourraient être éventuellement sollicitées, sous réserve que les tenants et aboutissants de la collaboration aient été validés par l'ensemble des parties.

La théorie du changement du présent projet est détaillée dans le schéma ci-après :



Résultat 1. Une filière structurée produit et diffuse des foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire.

Produit 1.1. Les capacités techniques et entrepreneuriales des producteurs de la filière foyers améliorés de Brazzaville et Pointe Noire sont renforcées.

A.1.1.1 : Approfondir l'état des lieux sur la filière production/diffusion de cuisEURs améliorés par le biais d'une étude d'identification des entrepreneurs à potentiel.

Le projet disposera d'une documentation issue du diagnostic filière mené par ID en juin 2019 et des différentes études menées depuis son implication au Congo dans le secteur. Si le précédent projet a permis de former 10 ateliers de soudeurs sur les villes de Brazzaville et Pointe Noire, tous n'ont pas adhéré aux modalités d'accompagnement d'ID, supposant son retrait à terme des fonctions directes de la filière cuisEURs. Cela est majoritairement dû au fait qu'en voulant faire émerger une filière jusqu'ici inexistante, ID s'est positionnée comme acteur central en remplissant des fonctions cruciales pendant les trois premières années. Ce positionnement a eu pour conséquences d'inciter involontairement les acteurs à se positionner eux-mêmes en tant que partenaires exécutant plutôt qu'en tant qu'acteur en partie responsable de la filière. Par ailleurs, l'évaluation finale du projet a mis également en exergue l'importance accordée par ID aux concepts de « fonctions ou rôles » à jouer au sein de la filière et qui ont pu être mal interprétés par les acteurs, leur donnant l'illusion qu'il y avait des responsabilités (financières ou pas) autres que celles incombant à un.e entrepreneur.euse classique et qui nécessitaient des sacrifices supplémentaires. Pourtant, toutes les fonctions directes d'une filière sont déjà entreprises par les acteur.ices pour leurs activités principales

(approvisionnement en matières premières, transport, charges de personnel, vente et négociations des prix, etc.). Au travers du présent projet, ID souhaite se focaliser davantage sur le renforcement des capacités entrepreneuriales en encourageant la prise d'initiatives et en se positionnant comme accompagnateur et non faiseur. Dès le démarrage du projet, les fonctions directes de la filière devront être prises en charge par les entrepreneurs eux-mêmes, qu'ID appuiera par de l'accompagnement aux fonctions plus indirectes : mise en réseau, coaching individuel, appui à la sensibilisation, etc.

Inversement, d'autres acteurs du secteur, plus récemment installés ou n'ayant tout simplement pas été identifiés de prime abord peuvent être intéressés par la filière Foyers Améliorés et ont le potentiel pour envisager un passage à l'échelle de la production. Cela est particulièrement le cas à Pointe Noire, où le programme FCE n'est intervenu que plus récemment (2018) mais où les dynamiques entrepreneuriales semblaient prometteuses.

Il s'agira donc de compléter cette base documentaire, afin d'affiner la stratégie relative à :

- L'identification, sur critère objectif, des entrepreneurs (artisans soudeurs) ayant le meilleur potentiel pour un changement d'échelle en termes de production : par meilleur potentiel, nous entendons notamment : un intérêt pour le produit et la volonté d'en produire, des capacités de compréhension du projet et du rôle d'accompagnement joué par ID, une certaine capacité à se projeter et développer une vision de son activité, la qualité des produits fabriqués au sein de l'atelier de soudure, un dispositif RH en adéquation avec l'activité, des équipements de base disponibles,
- La modélisation de deux ou trois scénarios de plans d'affaire possibles en fonction de la capacité des entrepreneurs, de la taille du marché et du potentiel en lien avec l'écosystème (plan d'affaire actuel, liens éventuels avec les centres de formation professionnelle, etc.).

Cette activité sera menée par l'équipe projet, à Brazzaville et Pointe-Noire. Il s'agira de passer en revue l'ensemble des artisans, sans discrimination et en toute transparence.

A.1.1.2. Lancer un appel à manifestation d'intérêt afin d'identifier les entrepreneurs à potentiel de la filière de production de cuiseurs répartis à Brazzaville et à Pointe Noire, bénéficiaires futurs d'un pack accompagnement.

La connaissance d'ID du secteur et de ses acteurs et l'étude complémentaire (A1) auront permis de pré-identifier un certain nombre d'entrepreneurs dynamiques. Un **appel à manifestation d'intérêt** sera ensuite publié et remis en main propre aux artisans pour la participation à ce projet et pour bénéficier d'un « pack accompagnement » (voir A3). En effet, il est important de tester la volonté des entrepreneurs et, par cet appel à manifestation d'intérêt, de clarifier formellement les règles pour bénéficier de l'appui du projet. Cet appel pourra se dérouler en plusieurs étapes avec :

- Une réunion informative destinée à l'ensemble des artisans pré identifiés dans l'étape précédente (activité 1)
- Un premier document succinct à remplir par les artisans ;
- À l'issue de cette première étape pour les candidats retenus, une seconde étape qui nécessitera un travail plus approfondi de documentation de l'activité. Cette étape pourra faire l'objet d'un entretien approfondi afin de donner la même chance aux artisans qui n'auraient pas les compétences rédactionnelles suffisantes. Les visites terrain réalisés par l'équipe en charge de l'identification auprès des différents ateliers permettront également de s'assurer de l'adéquation entre la réponse proposée par l'artisan et la réalité de son activité au quotidien.

Cette activité mettra l'accent sur la nécessité pour les producteurs de se positionner en tant qu'acteur moteur de la filière, et non en qualité de « prestataire » opérateur d'une commande.

Il est prévu de sélectionner à terme 8 ateliers de soudure dynamiques (4 à Brazzaville / 4 à Pointe

Noire).

En parallèle, un « pack accompagnement » comprenant 2 volets sera défini afin de favoriser une approche qui vise à la fois le transfert des fonctions directes de la filière aux acteurs économiques locaux et le passage à l'échelle de la filière, pour la pérennité économique des entrepreneurs accompagnés. Par changement d'échelle nous entendons :

- Un changement quantitatif : augmentation de la production et de la diffusion.
- Un changement qualitatif en termes d'implication des entrepreneurs dans toutes les actions qui visent la pérennité de leur activité et le suivi de leur plan d'affaire et de la qualité de leurs produits.

A.1.1.3. Mettre en œuvre les différentes activités du pack accompagnement.

Le pack accompagnement sera inclus au sein d'un **cahier des charges précis** qui vise à clarifier les engagements respectifs et réciproques entre les opérateurs du projet, mais surtout les entrepreneurs. Il s'agira donc d'établir un dialogue fin avec ces acteurs, afin de pré-identifier avec eux leurs besoins en accompagnement, tout comme leurs responsabilités et leurs engagements futurs. Cette étape de dialogue engagée au démarrage du projet permettra de renforcer leur implication. Par ailleurs, l'accompagnement devra porter sur l'ensemble des étapes et aspects stratégiques, tant de la production, que des liens à opérationnaliser entre les différents acteurs de la chaîne de valeur. Les acteurs de l'écosystème seront également concertés (banques, agences spécialisées, structures de formation professionnelle, institutions).

Ce pack accompagnement sera composé de 2 volets :

A- Formations techniques et entrepreneuriales des entrepreneurs sélectionnés

Le cuiseur Congo Mboté répond à des normes de fabrication précises qui garantissent sa conformité et son efficacité énergétique. Des fiches techniques ont déjà été produites lors du précédent projet mis en œuvre par ID. Il s'agit donc d'accompagner les entrepreneurs identifiés via l'appel à manifestation d'intérêts, par le biais de formations techniques adaptées. Le dispositif de formation sera animé par ID avec l'appui des artisans soudeurs déjà formateurs sur le projet FCE et des centres de formations professionnelles de Brazzaville et Pointe Noire, gérés par l'Association des Salésiens de Don Bosco (ASDB). Elles cibleront les 8 ateliers de soudure identifiées dans le cadre de l'AMI et devront permettre aux maîtres des ateliers comme aux apprentis de maîtriser la technique de fabrication ainsi que le contrôle-qualité des produits.

Au-delà des aspects techniques, les entrepreneurs sélectionnés seront formés à la gestion d'entreprise (dont l'élaboration de leur plan d'affaires, la gestion financière et administrative et le marketing) au travers d'un coaching individualisé et de sessions de formations. En cela, l'expérience qui a été menée dans le cadre du PFCE avec l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD), dont les formations Top-vente semblent tout à fait adaptées aux bénéficiaires du projet, pourrait être reconduite.

Il est prévu 16 sessions de formations techniques et 15 ateliers de renforcement des compétences entrepreneuriales. Il convient de noter que l'accompagnement devra prévoir également des séances de suivi des changements de pratiques des acteurs ayant participé aux formations initiales sur une année.

B. Accompagnement à l'investissement des entrepreneurs sélectionnés.

Il s'agit d'appuyer les entrepreneurs pour la mise en œuvre de leur plan d'affaire via de l'équipement

(subventions en équipements, en matériels et outillages) et la mise à disposition d'un fonds revolving leur permettant de se constituer un fonds de roulement pour acquérir les matières premières et les stocks de départ.

Pour accroître le taux de pénétration des cuiseurs sur les marchés de Brazzaville et Pointe Noire, il est primordial d'améliorer le processus de production et d'accompagner les artisans dans l'acquisition d'équipements et outillages plus performants. Certaines actions ont déjà été pré-identifiées : à l'heure actuelle par exemple, la grande majorité des artisans soudeurs sont affectés par les fréquentes coupures d'électricité qui retardent leurs activités de production. Il conviendra donc de les accompagner dans l'investissement d'équipements énergétiques adaptés (groupe électrogène, énergie solaire notamment).

Par ailleurs, peu d'artisans ont mis en place des fonds de roulement pour gérer leur activité. Fonctionnant majoritairement sur commande, ils ne sont souvent pas en mesure d'avancer les fonds qui leur permettraient d'exposer à la clientèle les produits qu'ils fabriquent, et se ferment donc, de fait, certains marchés. Dans le cadre du programme FCE, ID avait fait le choix d'inciter les artisans à épargner une partie de leurs marges bénéficiaires pour constituer progressivement un fonds de roulement. Les marges bénéficiaires n'étant pas suffisamment élevées et les acteurs de la filière n'étant pas favorables à une augmentation du prix du cuiseur Congo Mboté compte-tenu du pouvoir d'achat des ménages, il fallait à l'artisan plusieurs mois avant de réussir à épargner suffisamment pour se constituer un stock initial. L'expérience d'ID dans d'autres pays où le choix a porté sur un cofinancement de la matière première nécessaire à produire un stock initial s'avère efficace pour que l'artisan constitue son propre fonds de roulement. Cet accompagnement lui permet également d'exposer ses propres produits devant son atelier, ce qui contribue à faire connaître le produit et aux clients de l'identifier comme producteur de Congo Mboté.

Les acteurs économiques seront également conseillés sur les opportunités de financements disponibles sur leurs territoires. En effet, certains produits proposés par les banques ou institutions de microfinance peuvent être adaptés à certains acteurs des filières, mais ceux-ci peuvent ne pas y être familiarisés. Ils seront donc conseillés, afin d'accéder s'ils le souhaitent, à ces produits et appuyés éventuellement dans le développement des compétences nécessaires (montage de dossier, compte prévisionnel, plan d'investissement, etc.).

Au-delà des sessions de formations, la mise en œuvre de ce pack accompagnement nécessite également un appui des équipes projets au long court (coaching).

Produit 1.2. Les acteurs de la filière sont accompagnés dans la mise en réseau, le transfert de connaissances et les échanges de bonnes pratiques pour assumer l'ensemble des fonctions directes de production/vente.

La pérennité d'une filière ne peut être garantie que si les acteurs développent leurs interactions et se coordonnent. Dans cette optique, une des dimensions de l'accompagnement à la structuration des filières est l'accompagnement vers la mise en réseau des acteurs qui la composent et le croisement des métiers. :

A1.2.1. Mise en place d'un dispositif d'accompagnement spécifique à la filière foyers améliorés à Brazzaville et Pointe Noire

Il s'agit d'accompagner les acteurs de la filière à changer de positionnement et de vision sur la filière qu'ils considèrent actuellement comme conduite par ID. Ce dispositif comprendra notamment l'organisation d'ateliers regroupant les différents groupes d'acteurs et qui leur permettront de définir ensemble des solutions aux problématiques qu'ils rencontrent vis-à-vis de la production et de la diffusion de cuiseurs, ce dans l'optique d'appuyer leur structuration, de développer une vision de la filière sans ID et de permettre, à plus long terme, un passage à l'échelle des ventes. Sur cette activité,

il sera important que l'équipe projet se positionne en facilitation et en accompagnement, à même de stimuler l'analyse et les échanges entre acteurs.rices. Le Référent Accompagnement d'ID pourra jouer ce rôle, avec une posture hors-projet et donc davantage neutre.

A.1.2.2. Organisation d'espaces de dialogue formels et plus informels entre différents acteurs pour accroître les synergies et développer un écosystème favorable au développement de la filière.

Cette activité permettra de développer et renforcer les échanges d'expérience au sein du territoire et de renforcer le maillage de la filière et l'interconnaissance entre acteurs (du même métier ou non, acteurs directs ou indirects de la filière).

Sur ce volet, il est notamment prévu l'organisation d'un atelier national par an durant les 3 ans de projet (3 ateliers) et d'une rencontre d'échanges interacteur-ices filière par semestre (6 rencontres sur la durée du projet).

Produit 1.3. De nouveaux foyers améliorés sont testés, en lien avec la demande des consommateurs.

A1.3.1. Mise en œuvre d'une étude d'identification des besoins en impliquant producteurs, utilisateur.ices et centres professionnels et techniques.

L'expérience d'ID au Congo et les différentes études menées (Annexe 4) ont permis d'identifier un certain nombre de besoins en termes de produits de cuisson économes, notamment dans le secteur du petit productif (restaurants, cantines, productrices de produits transformés) et des biocombustibles. A l'heure actuelle, le caractère encore très émergent des filières foyers améliorés et biocombustibles en République du Congo et l'inexistence d'un centre de ressources dédié aux filières énergétiques et en mesure de proposer un plateau technique permettant de réaliser différents tests de performances énergétiques pour valider un choix d'introduction de technologies de cuisson sont autant de barrières au développement d'activités de Recherche & Développement (R&D) qui nécessitent temps et moyens. Au travers de ce projet, il s'agit donc d'appuyer l'émergence de petites activités d'améliorations techniques que les unités de production et les centres techniques sont en mesure d'apporter sur les modèles existants. Ces actions devraient permettre de faire émerger progressivement un écosystème favorable, à moyen terme (4 à 5 ans) au développement d'activités R&D portées par les unités de production, les centres professionnels et les institutions et qui pourraient faire l'objet d'un nouvel accompagnement par ID, en lien avec les projets en cours dans le secteur bois-énergie.

Pour le moment, la mise en œuvre de cette étude devra permettre aux unités de production et à ID de caractériser les adaptations des Congo Mboté intéressantes à réaliser pour satisfaire 2 demandes formulées :

- ✓ **Accroître la durabilité du cuiseur Institutionnel** : le « Brazza Mboté » est actuellement majoritairement utilisé par des restaurants, des cantines scolaires et des productrices de pain manioc. Les matériaux utilisés dans sa fabrication ne garantissent pas son utilisation au-delà d'un an, pour toute personne utilisant le cuiseur sur une journée entière, ce qui est

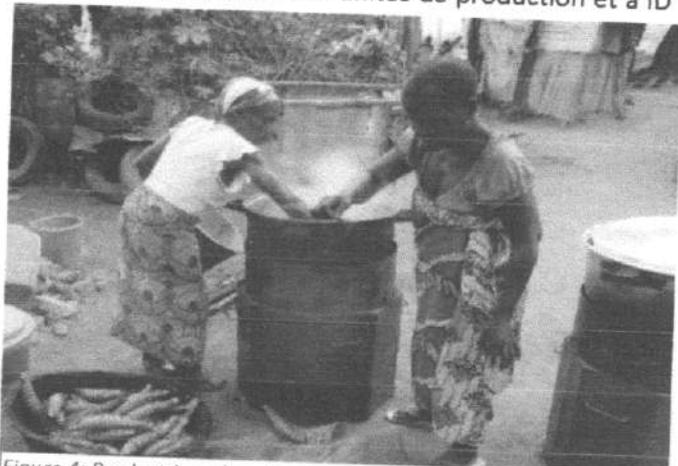


Figure 4: Productrices de pain manioc travaillant sur le Brazza Mboté / © ID-2019

le cas de la plupart des activités semi-productives (productrices de pain manioc notamment). Il s'agira donc au travers de l'étude de réfléchir à des matériaux plus durables et de s'assurer de la comptabilité des matériaux choisis avec le plan d'affaires de ces petites unités de production utilisatrices. Le cas échéant et compte-tenu des activités développées sur le volet « facilités de paiement » (voir R2P3), ID pourra accompagner ces petites unités productives à s'orienter vers des solutions d'investissement.



Figure 5: Exposition Wumela & foyer Congo Mboté
© Ets Wumela- septembre 2021

✓ **Proposer un modèle de foyer amélioré compatible avec le biocombustible.** Des initiatives de production et diffusion de biocombustibles émergent. C'est le cas par exemple de l'Etablissement Wumela de Pointe Noire qui commercialise du biocharbon et des foyers Congo Mboté mais souhaiterait à terme pouvoir proposer à sa clientèle un foyer plus adapté aux biocombustibles (avec une plus grande ouverture de la grille à charbon notamment). D'autres structures réfléchissent également à la valorisation des sciures de bois (Femme Energie notamment). A l'heure actuelle, aucune étude approfondie n'a été menée pour déterminer la qualité des produits

fabriqués et le nombre d'acteurs impliqués dans ces filières de valorisation des déchets poursuivant les mêmes objectifs de réduction de la pression sur la ressource bois-énergie. Il semble pourtant pertinent d'inclure les entreprises émergentes de production de biocombustible dans le champ d'intervention du projet pour qu'elles puissent jouer à terme un rôle prépondérant dans l'approvisionnement d'un combustible de qualité tracé et durable pour la cuisson domestique et le petit productif.

Cette étude sera menée par le biais d'enquêtes réalisées auprès des activités commerciales et entrepreneurs innovants dans le secteur du biocombustible et de la valorisation des déchets et fera l'objet d'un rapport détaillé.

A.1.3.2. Prototypage des nouveaux foyers améliorés, en lien avec les besoins identifiés au cours de l'étude.

A. Amélioration du foyer amélioré institutionnel « Brazza Mboté »

Il s'agit d'initier, avec 2 unités de production des foyers améliorés et en partenariat avec les centres de formation techniques et professionnels un nouveau prototypage du cuiseur institutionnel actuel « Brazza Mboté » en travaillant notamment sur des matériaux plus durables garantissant à son utilisateur une durée de vie du produit au moins équivalente à celles des cuiseurs domestiques (2 à 3 ans selon utilisation). Plusieurs paramètres seront à prendre en compte dans cette phase de prototypage : coût des matériaux, capacité de financement des potentiels clients de ce cuiseur semi-productif et retour sur investissement attendu, etc.

Cette activité sera déclinée par le biais de plusieurs séances de travail entre ID, les artisans et les centres de formation professionnelles et universitaires concernés. Des rencontres d'échange au

Handwritten signature

démarrage de l'activité permettront de renforcer le lien et d'encourager les synergies entre artisans et centres de formation professionnelle.

B. Amélioration des modèles de foyers améliorés actuels pour les rendre compatibles avec les filières émergentes de valorisation des déchets (biocombustibles notamment).

Cette activité de prototypage mobilisera 2 unités de production de foyers améliorés déjà familiers des techniques de production des cuiseurs Mboté (artisans en capacité technique de mener ce travail) et les centres de formation professionnelle les plus pertinents. Le service Climat, Energie, Forêts au siège d'ID sera aussi particulièrement impliqué sur cette phase de prototypage nécessitant la réalisation de tests de performance énergétique (voir Annexe 7- Fiches outils – tests de performances énergétiques). Cette activité sera l'occasion de renforcer les compétences techniques des unités de production de foyers améliorés et de les renforcer, à terme dans leurs capacités d'innovation.

Un test des foyers sera également réalisé, dans un laboratoire agréé, basé à Kinshasa, permettant d'assurer une certification indépendante et objective de l'efficacité des foyers. Le MEF sera invité à se rendre à cette activité pour assister aux conclusions, mais aussi pour se former sur cette méthodologie des tests WBT, en vue de pouvoir, à terme, les réaliser au Congo s'il en exprime le souhait. Ainsi, le MEF pourrait créer une formule de « label », attestant d'un gage de qualité des foyers produits. Un petit équipement sera mis à disposition du MEF par le projet, afin de réaliser des premiers tests au Congo.

Au-delà des protocoles de tests portant sur l'efficacité énergétique, les prototypes seront testés auprès des utilisatrices à travers l'organisation d'ateliers cuisine. La majeure partie des utilisatrices étant des femmes, elles occuperont une place centrale dans le choix des modèles les plus pertinents.

Il convient de noter que la démonstration de solutions performantes dans le domaine permettra d'enclencher une dynamique pour le secteur privé local.

A1.3.3. Formation des unités de production aux améliorations techniques proposées.

Cette activité est la suite logique de la phase de tests de performance énergétique et d'accessibilité des améliorations proposées par les utilisatrices. Elle sera réalisée en lien avec les centres professionnels et techniques et les unités de production de foyers améliorés déjà producteurs (voir P1A1.1.3).

Résultat 2. La mise en œuvre de plans marketing et de facilités de paiement permet de renforcer la demande en foyers améliorés.

P2.1. Des campagnes d'information, de sensibilisation et de promotion autour du produit sont organisées.

A.2.1.1. Organisation d'une campagne médiatique d'envergure nationale.

Le produit « foyer amélioré Congo Mboté » est connu sur le marché de Brazzaville mais moins connu au-delà. Le passage à l'échelle des ventes passe donc nécessairement par une campagne de communication qui contribuera à faire connaître le produit et susciter l'intérêt de ses futures utilisatrices. Plusieurs sous-activités sont donc prévues :

- **Organisation de 2 à 3 réunions de travail avec les institutions nationales concernées** (dont Ministère de l'Economie forestière) **pour définir la campagne de communication médiatique la plus adaptée.** La question de la pression anthropique sur le bois énergie étant une problématique d'envergure nationale, dans un contexte de raréfaction des ressources en lien avec les changements climatiques, cette thématique doit être aussi portée par le

gouvernement et les institutions concernées. La promotion des équipements de cuisson économe ne peut être la seule responsabilité des acteurs du secteur privé.

Cette campagne ciblera la population, mais aussi les décideurs, la société civile, les institutions afin de sensibiliser aux questions d'économie de combustibles, de déforestation, et promouvoir les solutions alternatives tout en valorisant le patrimoine naturel exceptionnel de la République du Congo.

Par ailleurs, dans l'objectif de contribuer à la dynamique nationale sur le sujet de l'énergie domestique impulsée par le CAFI, le Responsable de Programme ID participera activement au groupe de travail sur la thématique bois-énergie et les énergies de substitution regroupant différentes entités œuvrant dans le domaine (MEF, eaux et forêts, acteurs privés du secteur, ONG). Ce groupe de travail sera également l'occasion de s'accorder sur une stratégie de communication commune.

- **Mise en œuvre des actions de communication définies** : elles pourront prendre plusieurs formes mais l'expérience d'ID au Congo a permis de pré-identifier différents besoins pouvant jouer dans l'amélioration de l'accès à l'information : spot TV, spot radios, affiches publicitaires, atelier de sensibilisation sous le patronage du Ministère de l'Economie Forestière et du Développement durable, participation des acteurs économiques locaux aux salons et foires de l'artisanat et participation aux journées thématiques à fort impact (journée de l'arbre, journée internationale de la Femme, etc.), mise en place d'un « label qualité » par le Ministère de l'Economie Forestière....

A.2.1.2. Mise en œuvre d'activités de démonstrations de proximité à Brazzaville et Pointe Noire.

La connaissance du produit « foyer amélioré » contribue à un passage à l'échelle des ventes mais ne suffit pas à permettre l'appropriation du produit par les populations. L'expérience des acteurs de la production et de la vente appuyés par ID depuis 2013 à Brazzaville mais également dans d'autres territoires d'intervention (département de la Bouenza) a mis en lumière l'importance de multiplier les activités de démonstrations pratiques du produit et de sensibilisations de proximité, à l'échelle des différents quartiers de Brazzaville et Pointe Noire. En effet, la perception des avantages du produit, tant sur les aspects d'économie de combustibles que sur le bien-être de son utilisatrice (rapidité de cuisson, réduction des fumées nocives, etc) passe par la pratique directe du produit et par le bouche-à-oreille particulièrement efficace dans le processus d'appropriation. Les femmes, principales utilisatrices des foyers améliorés sont de véritables moteurs dans le processus d'appropriation et de diffusion du produit. Ces activités de sensibilisation de proximité se feront donc en les réseaux formels et informels de femmes qui seront pré-identifiées (associations féminines, utilisatrices de FA convaincues notamment) et qui seront accompagnées dans la réalisation d'activités de sensibilisation au travers de formations autour des techniques de sensibilisation et d'un appui d'agent.es promotion-vente. Il convient de noter que jusqu'à présent, les actions de sensibilisations de proximité étaient centrées autour des avantages du foyer amélioré. Il semble primordial d'y associer une sensibilisation plus globale sur la « protection de l'environnement » et les conséquences de la déforestation, tout en faisant le lien avec les avantages de l'utilisation des FA dans un contexte de forte pression sur le bois-énergie.

Produit 2.2. Les acteur.ices de la diffusion sont renforcés dans leur rôle de promotion-vente de foyers améliorés.

La plupart des entrepreneurs accompagnés sur les aspects production (ateliers de soudure et de menuiserie métallique) et distribution (points de vente relais soit petits commerçants de produits de première nécessité ou de petits équipements ménagers) notamment dans le cadre du programme

FCE, ne se sont pas suffisamment impliqués sur le volet commercialisation et marketing de la gamme Congo Mboté. Ce volet a été principalement porté par l'équipe d'ID qui assume des fonctions stratégiques, logistiques et de communication (approvisionnement en matières premières, livraisons des produits finis aux points de ventes, appui à la constitution d'un fonds de roulement, animation vente) en appui aux acteurs. Il s'agira donc par cette activité d'établir un plan concerté de communication et marketing, et qui définira les rôles des différents acteurs de la chaîne de valeurs en établissant leurs besoins (techniques et financiers) pour assurer au mieux ces activités et en répartissant clairement les responsabilités, dans une optique d'autonomisation, en lien avec une approche marché.

3 activités principales sont donc prévues :

A2.2.1. Identification des points de vente intéressés par la vente du produit à Brazzaville et Pointe Noire

Comme pour les producteurs, ID a travaillé avec une vingtaine de points de vente au travers du programme d'appui à l'émergence d'une filière de foyers améliorés sur Brazzaville et Pointe Noire. Tous n'ont pas adhéré aux modalités de structuration d'une filière qui suppose à terme, le retrait d'ID des fonctions directes et la fin du dépôt-vente, dans une optique de meilleure coordination entre les acteurs de la production et les acteurs de la vente. De fait, il s'agira au démarrage du projet pour les équipes de Brazzaville et Pointe Noire d'analyser plus finement les points de vente intéressés par la distribution de FA et de diversifier également ces points de vente, en mettant davantage l'accent sur les réseaux plus informels (associations féminines, réseaux de femmes commerçantes sur les marchés qui ont une clientèle déjà définie et pouvant être intéressée par le produit).

Comme pour les entrepreneurs de la production, il s'agira de clarifier les rôles et responsabilités de chacun des points de vente dès le départ. Par ailleurs, les entrepreneurs du maillon production peuvent décider de s'organiser en direct avec le réseau de distribution de leurs produits, et/ou vendre directement leurs produits sans intermédiaire, s'ils en expriment le souhait. Ce processus d'identification des points de vente nécessite une certaine flexibilité de la part de l'équipe projet : une étude des différents canaux de distribution sera certes menée en début de projet mais il faudra que les chargés d'animation restent attentifs aux acteurs intéressés par la distribution, tout au long du projet.

A2.2.2 Définition d'un plan communication/marketing adapté avec les acteurs de la distribution.

Cette activité s'articulera autour de plusieurs volets :

- **L'appui à la définition du plan de communication et marketing**
- **Les formations et ateliers d'échanges pour en faciliter la mise en œuvre.** Elles porteront sur le marketing et les techniques de vente les plus adaptées et pourront faire appel ponctuellement à des prestataires locaux selon les besoins identifiés.
- **L'allocation de subventions qui permettront aux acteurs de mettre en œuvre le plan de communication et marketing.** Ces subventions devront permettre aux acteurs :
 - **De cofinancer des campagnes de promotion** aux périodes les plus propices pour les ventes (périodes de fêtes notamment) ;
 - **D'internaliser ressources humaines dédiées aux aspects de distribution** (par le passé, ID a accompagné les points de vente en mettant à leur disposition des agents promotion-vente en charge du démarchage de nouveaux clients au sein du quartier où le point de vente était établi. Cette activité a largement contribué à la diffusion des ventes et à une meilleure connaissance des points de vente par la clientèle.
 - **D'investir dans le matériel de promotion.** Il convient de noter qu'un certain nombre d'outils marketing ont fait leur preuve dans le cadre du précédent projet mené par ID : banderoles promotionnelles au sein des points de vente, présentoirs cuiseurs, etc.

Il est prévu d'accompagner une vingtaine de points de vente dynamiques sur la durée du projet (10 à Pointe Noire, 10 à Brazzaville). Ce nombre sera à affiner en fonction de l'identification des acteurs de la distribution les plus dynamiques sur les deux territoires d'intervention.

12 formations et ateliers d'échanges seront proposées dans le cadre du projet. Les points de vente seront accompagnés dans la réalisation de 2 campagnes de promotion / an.

P2.3. Accompagner les entrepreneurs dans la mise en place de facilités de paiement pour les ménages.

Malgré les avantages avérés des équipements de cuisson proposés, des barrières limitent leur adoption par les ménages et leur diffusion à grande échelle. En effet, si leur efficacité permet de réaliser des économies, l'acquisition de ces technologies implique un investissement initial que les ménages et les petits producteurs n'ont pas toujours les moyens de réaliser. De plus les acheteurs de foyers améliorés préféreront recourir à l'épargne plutôt qu'à l'emprunt pour s'équiper sans pour autant avoir le souhait de s'adresser à un organisme de microfinance formel. Certains dispositifs ont déjà été testés dans le cadre du programme FCE tel que l'ouverture d'une ligne d'épargne pour les acheteurs, gérée directement par les points de ventes. 70 % des points de vente de Brazzaville et Pointe Noire utilisent ce mécanisme qui consiste à proposer un paiement échelonné du produit. Le revendeur s'entend avec son client.e sur un calendrier de paiement en vue d'acquérir le foyer (ne dépassant pas 2 mois généralement). A chaque échéance (fin de semaine, de quinzaine, de mois par exemple), le/la client.e verse une partie du montant sur lequel il s'est entendu avec le point de vente. Ce n'est qu'à la fin du versement complet que le/la client.e entre en possession de son foyer amélioré. Les équipes ID suivent de près l'argent géré par les revendeur.euses. Les outils de gestion et de suivi des paiements échelonnés proposés par ID aux distributeur.ices qui ont été formé.es à leur utilisation garantissent une traçabilité et une transparence dans la gestion des fonds.

A.2.3.1 Organisation de rencontres d'information pour les entrepreneurs sur les solutions de financement ayant fait leur preuve sur les territoires d'intervention

Il s'agira, au travers d'ateliers participatifs de mettre en lumière les bonnes pratiques en matière d'amélioration de l'accessibilité des ménages aux foyers améliorés. Plusieurs outils ont déjà été utilisés et testés dans le cadre du précédent projet porté par ID, notamment :

- **les tontines organisées par les groupements de femmes** : c'est un système déjà mis en place par bon nombre de groupements féminins et qui permet aux femmes d'acquérir un bien et/ou une enveloppe financière leur permettant d'achever une réalisation (scolarisation des enfants, rénovation d'une boutique, etc.) Le produit « foyer amélioré » s'insère complètement dans ce mécanisme déjà existant. Il sera donc proposé aux groupements féminins habitués des tontines d'en proposer une visant à terme l'acquisition des foyers améliorés par tous les membres d'un même groupement.
- **Le prêt cuiseur en test pour les petites unités de production et les ménages** : jusqu'à présent, ce mécanisme était utilisé pour convaincre un.e potentiel.le client.e d'acquérir le foyer (convaincue par l'utilisation de ses avantages pour son activité). Ce mécanisme incitatif pourrait être également proposé par les points de vente aux ménages intéressés.
- **Le paiement à échéances** (voir plus haut).

Il est prévu l'organisation d'au moins 4 rencontres d'information (2 à Brazzaville, 2 à Pointe Noire).

A2.3.2. Organisation de temps d'échange avec les IMF présentes sur le territoire.

Il s'agira d'organiser 2 rencontres entre les acteur.ices de la filière à Brazzaville et Pointe Noire pour que chacune des parties présente ces produits et activités et réfléchissent aux opportunités de

collaborations pour accroître l'accès des ménages et petites unités de production aux foyers améliorés.

Ces temps d'échange pourraient être complétés par une formation-initiation à l'éducation financière à destination des acteurs de la diffusion (notamment sur les bases de l'épargne et l'investissement). Par ailleurs et si pertinent, ces temps d'échanges seront complétés par des rencontres entre ID et les IMD pour **proposer, à une IMF un fonds de garantie pour soutenir l'emprunt par les petites unités de production pour l'acquisition du foyer amélioré institutionnel (plus coûteux)**. Cette activité expérimentale ne pourra intervenir qu'après analyse FFOM (forces, faiblesses, opportunités, menaces) d'une telle activité à mener en collaboration avec une IMF. Par ailleurs, il conviendra de s'assurer au-travers de cette étude, de l'intérêt que portent les petites unités productives (productrices de pain manioc, restauratrices par exemple) pour un emprunt auprès des IMF.

A2.3.3. Mise en œuvre de ces facilités de paiement auprès de la clientèle.

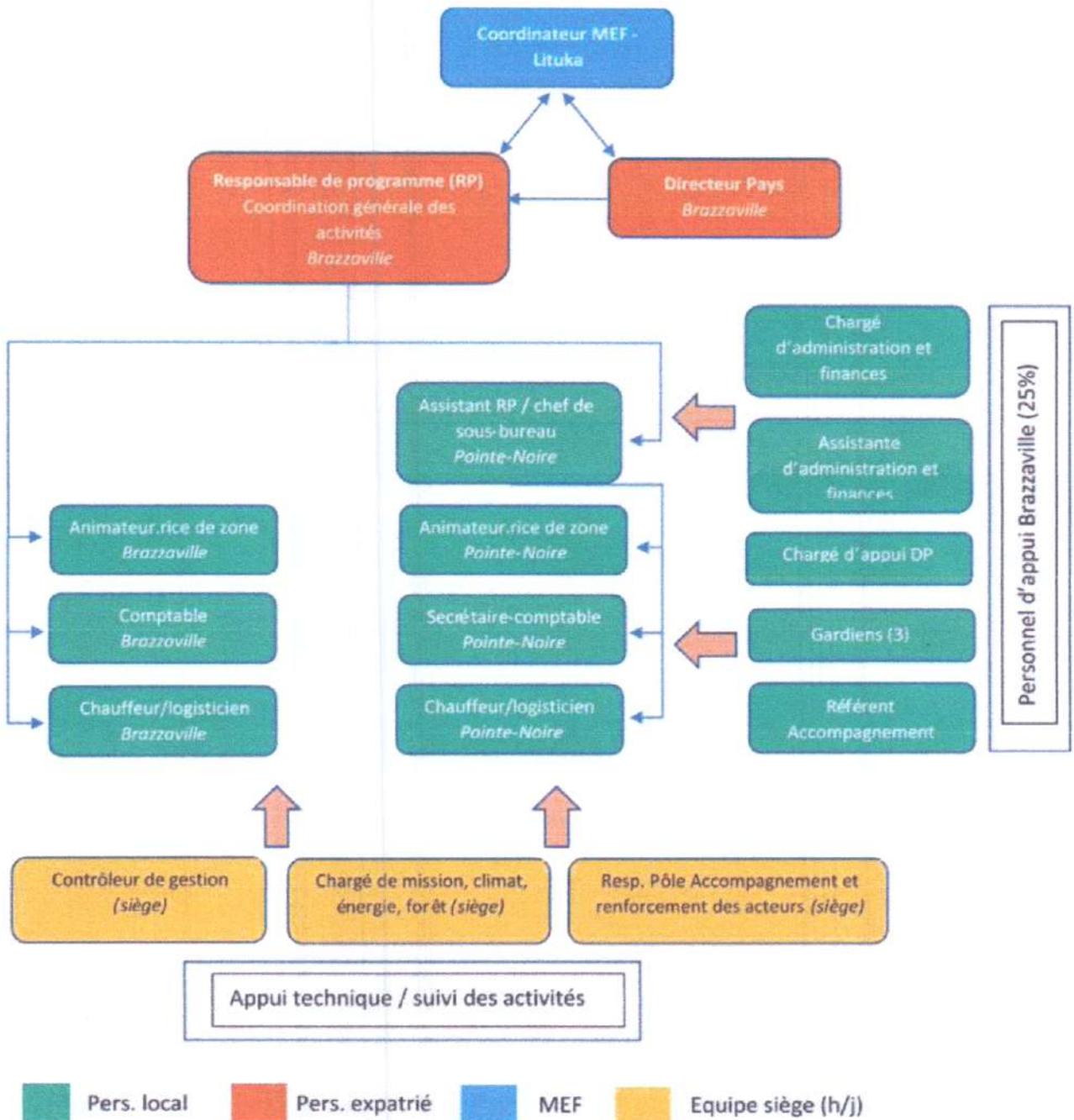
Après l'identification des bonnes pratiques et la recherche éventuelle de nouvelles facilités de paiement à l'initiative des acteur.ices de la diffusion, il conviendra de suivre leur mise en œuvre concrète sur le terrain (aide à l'acquisition d'un fonds « foyers en prêt » pour les distributeurs désireux de proposer à leur clientèle le prêt avant achat (associations féminines notamment), paiement du cuiseur par mobile money, préfinancement pour l'ouverture d'une ligne de crédit au sein de 2 IMF dans le cadre de l'accompagnement à l'équipement des clients utilisant des FA à usage semi-productifs, etc.)



IV. Gouvernance du programme

Unité de gestion du projet.

Le dispositif RH prévu est le suivant :



Am

Compléments sur le dispositif RH

Une équipe de 8 personnes, dirigée par un/une responsable de programme (à priori expatrié) sera affectée en totalité sur le programme LITUKA. L'ensemble des membres de l'équipe sera employé à 100%, excepté le/la secrétaire-comptable de Pointe-Noire qui sera à 75%.

Cette équipe sera appuyé par un Directeur-Pays expatrié (ayant une quote-part de 25% sur ce programme), tout comme le reste de l'équipe support de la Direction Pays d'ID au Congo :

- Un Chargé d'administration et finances et son assistante (à 25% chacun)
- Un Chargé d'appui en charge de diverses tâches support et de la communication (25%)
- Un référent accompagnement et renforcement des acteurs à 25%
- Une équipe de gardiens à 25% (l'équipe programme de Brazzaville et l'équipe de Direction partageront des locaux communs)

Au siège, un contrôleur de gestion et un/une chargé(e) de mission du Pôle Climat, Energie, Forêts seront mobilisés à hauteur de 2 jours par mois. La Responsable Partenariat/Renforcement des Acteurs sera également mobilisée, via la prise en charge des frais administratifs.

Comité de Pilotage (COPIL)

Un COPIL, organe de concertation sera mis en place dès le démarrage du projet pour assurer la coordination stratégique du projet et servir d'interface de planification et de suivi entre ID, le Gouvernement et le CAFI. Il fournira des orientations stratégiques quant à la mise en œuvre du projet et aura la responsabilité de valider le plan de travail et le budget annuel sur la base des rapports annuels de suivi.

Il prendra la forme d'une réunion annuelle qui réunira un représentant du secrétariat permanent CAFI, le directeur pays d'ID Congo ainsi qu'un représentant du MEF. Seules ces trois structures auront un droit de vote. Les équipes opérationnelles pourront y prendre part de même que la chargée de mission Climat Energie Forêt du siège ID.

En fonction de l'ordre du jour, d'autres ministères (Environnement, Energie, PME, etc.) et/ou autorités pourront être conviés, notamment l'Agence française de Développement (AFD) et/ou l'institution en charge des schémas d'approvisionnement en énergie durable des centres urbains (le CIRAD). Un rapport sera produit à l'issue de chaque COPIL, incluant un bilan de l'année passée et des recommandations pour la suite.

Comité d'orientation et de suivi (COS)

Le COS prendra la forme de réunions semestrielles, à mi-parcours entre deux COPIL. Il a une visée davantage opérationnelle et de planification. Il sera animé par la/le responsable de programme ID. L'équipe du programme sera présente, tout comme le coordonnateur du projet Lituka auprès du MEF. Le secrétariat CAFI sera convié et d'autres acteurs pourront aussi être invités, en fonction de l'ordre du jour. Un compte-rendu sera diffusé à l'ensemble des membres du COPIL du projet.

Implication du MEF et rôle du coordinateur MEF

Dans le cadre du dispositif RH, le MEF sera impliqué via son coordinateur dédié, actuel directeur du Centre de Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux – CVPFNL, basé à Pointe-Noire. Au-delà du COPIL annuel et du COS tous les 6 mois, une réunion mensuelle sur l'avancée du programme sera organisée. La coordination du programme étant à Brazzaville, celles-ci seront en distanciel sauf une fois par trimestriel, où elles seront en présentiel, afin de garder une bonne communication et des liens étroits. Le rôle du coordinateur MEF est de s'assurer de la bonne mise en place du projet,

Am

conformément aux orientations décidées dans le cadre du COPIL et du COS, d'apporter des avis aux équipes et d'aider à résoudre les éventuelles difficultés auxquelles le projet devrait faire face. Il aidera à mobiliser les diverses parties prenantes à solliciter dans le cadre de la bonne mise en œuvre des activités.

En début de projet, une fiche de mission précise sera établie pour s'assurer de la bonne compréhension et des responsabilités mutuelles de chacune des parties du projet.

V. Transparence fiduciaire :

Initiative Développement possède des procédures consignées dans un manuel, répondant aux standards des principaux bailleurs internationaux (UE, AFD, agences UN...). Une fiche « procédures pays Congo » est également annexée au manuel, pour préciser des points spécifiques de la mission. Un audit effectué par la firme BDO s'est déroulé début novembre 2021.

En plus d'audits réguliers dans le cadre des divers projets menés par l'ONG, une certification annuelle des comptes de l'ONG (incluant l'ensemble des dépenses terrains) est effectuée.

Dans le cadre du présent financement de CAFI, il n'est pas prévu de services à contracter pour une valeur supérieure à 1 million d'USD.

Tous les équipements (véhicule, ordinateurs, groupe électrogène...) acquis dans le cadre du projet resteront la propriété d'Initiatives Développement à l'issue du projet, s'ils sont toujours en état de fonctionnement. Dans le cas où ce projet d'appui à la structuration de la filière foyers améliorés venait à se poursuivre en République du Congo (sur financement CAFI ou via un autre financement), ces équipements seront réutilisés prioritairement sur cette thématique. Dans le cas où ce ne serait pas possible, les véhicules et équipements seront réemployés sur d'autres projets d'ID au Congo.

VI. Capacités et expérience de l'agence de mise en œuvre :

Initiative Développement est présente au Congo depuis 2005 et possède une Direction Pays à Brazzaville depuis 2014. Le budget annuel de la mission est d'un million d'USD (7.5 millions USD à l'échelle de l'ONG au global). En date de fin mai 2023, ID Congo compte une trentaine d'employés sur 5 sites différents à travers le pays.

ID Congo mène 3 projets structurants autour du développement local :

- NZELA, visant à promouvoir les droits et l'empowerment des populations autochtones dans le district d'Enyellé - Likouala
- NOVAI, visant à Nkayi et Owando, à renforcer la société civile locale et la participation des habitants en matière d'hygiène et d'assainissement
- BOUALA, visant la participation des groupes vulnérables dans la gestion durable des forêts, dans le district de Mouyondzi

En outre, jusqu'à fin 2020, ID a mené le projet FCE « Filières Cuiseurs Economes » pendant près de 6 ans et qui visait à faire émerger une filière de foyers améliorés à Brazzaville (avec une expérimentation à Pointe-Noire entre 2018 et 2020 et une activité menée dans la Bouenza dans le cadre du projet INECO mené entre 2017 et 2019). Ce projet a permis la diffusion de plus de 7000 foyers dans le pays. En parallèle de ces projets « structurants », ID mène différentes consultations/prestations portant sur le renforcement de capacités d'acteurs ou d'actions de plus petite envergure. A ce jour, l'une d'elles concerne la diffusion de foyers améliorés dans le département du Pool à 300 ex-combattants.

Enfin, ID débute aussi des activités dans d'autres pays de la sous-région depuis la direction de Brazzaville (au Gabon, en RDC...)

Ce projet s'inscrit au cœur des activités menées par la thématique CEF, appuyée au siège par une responsable thématique et une chargée de mission. Le service CEF (Climat, Energie et Forêt du siège) a développé une expertise reconnue sur la thématique de la biomasse et de l'énergie. ID a en effet accompagné le développement et le suivi de projets en Chine, en république du Congo, aux Comores, à Madagascar, au Sénégal et au Tchad sur des technologies telles que les cuiseurs économes, le biogaz, la distillation à foyer amélioré et le développement de filières autour de ces produits. En outre, ID effectue régulièrement des prestations pour d'autres ONG (Planète Urgence, Entrepreneurs du Monde, Fundacion Integracion Comunitaria, Cœur de Forêt, UICN, GERES...), pour des bailleurs (AFD, FFEM, Région Nouvelle Aquitaine...) et des acteurs privés (Natural Ressources Stewardship Circle, Givaudan, African Parks). Ces prestations ont conduit l'équipe CEF du siège d'ID à intervenir en Indonésie (faisabilité carbone d'un projet forestier), au Pérou (faisabilité projet biogaz, valorisation carbone cuiseurs économes), au Sénégal (appui à un projet cuiseurs, forêt et électrification solaire), en Chine (valorisation carbone de projets biogaz gouvernementaux), à Madagascar (unité de distillation de girofle), au Congo (étude sur le développement d'un modèle de soutien au déploiement de foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire et rapports de consultation des parties prenantes dans 12 districts/FAO). L'expérience d'ID en matière d'énergies renouvelables et d'accompagnement d'acteurs économiques est reconnue. Les projets biogaz en Chine ont reçu un Energy Globe Award en 2011 et ont également été World Habitat Finalist en 2013. Le projet biogaz d'ID a été le deuxième projet biogaz au monde à délivrer des crédits carbonés. Le Projet d'accompagnement de la filière Ylang-Ylang aux Comores a reçu un Energy Globe Award en 2016 et le prix Climat 2017 de 1% pour la Planète.

Enfin, depuis 2013, suite à un projet pilote en République du Congo, ID a pu mettre en œuvre le développement de FAL (Filières Artisanales Locales) sur le secteur des cuiseurs économes dans le cadre d'un programme multipays (Comores, Congo, Sénégal, Tchad).

En outre, ID a aussi développé un métier autour de l'accompagnement d'acteurs et d'OSC en particulier à travers son dernier projet stratégique 2018/2022 faisant de l'approche territoire et du renforcement des OSC un des axes majeurs de son intervention. Une convention programme multipays financée par l'AFD (budget total de 3 258 217 €, financement de l'AFD de 58%), basée sur cette stratégie vient justement de démarrer autour de la résilience climatique dans 3 pays du Sahel (Burkina Faso, Sénégal, Tchad).

Par ailleurs, ID est particulièrement impliquée dans la capitalisation autour de la question des filières. Elle a notamment été chef de file des journées d'études du Groupe initiatives sur les filières artisanales locales en 2017 et a piloté une publication sur le sujet, le Traverses n°47 (cf. Annexe 6: synthèse en 4 pages du Traverses n°47) (disponible en version complète sur le site du Gi. Ce travail de capitalisation réalisé en collaboration avec le GRET, GERES et l'APDRA a permis de conforter l'approche filière artisanale locale avec les expériences d'autres membres du Gi.

VII. Partenariats

Le présent projet est le fruit de plusieurs mois de discussion avec divers partenaires et bailleurs. Tout d'abord avec la FAO pour qui ID a fait en 2019, une étude « pour le développement d'un modèle de soutien au déploiement de foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire ». Bien que réalisée dans le cadre de la réponse de la FAO au Fonds Vert Climat, celle-ci sert de base de travail à la rédaction du présent projet. En outre, ID a été dans un premier temps associée à la FAO (avec le GRET) pour la mise en œuvre du présent projet, avant d'en être détachée. Une mission exploratoire conjointe avec le GRET et la FAO a aussi été organisée fin 2020. Bien qu'ID ne soit plus sous le chapeau FAO, celle-ci restera informée des avancées du projet, afin de garder une synergie des actions.

Ensuite, les discussions avec le secrétariat CAFI (au niveau central et localement) sont importantes depuis qu'ID a été mentionnée dans la LOI. L'objectif est de faire le lien avec tous les acteurs et d'assurer une cohérence globale de l'action.

Enfin, un coordonnateur a été désigné par le MEF pour assurer le suivi du projet ; une prise de contact a été faite et les informations transmises. Une discussion sur le contenu du projet a été menée, expliquant la logique adoptée, à savoir soutenir une filière plutôt que de la diffusion simple, dans un objectif de pérennité et d'appropriation des technologies de cuisson économes par les ménages.

Dans la phase de mise en œuvre, les partenaires pré-identifiés sont les suivants :

a. Donateurs et partenaires de développement

CAFI. Il sera notamment convié au COPIL pour suivre les avancées techniques et financières du projet.

b. Gouvernement

Le coordonnateur au centre de valorisation des produits forestiers non-ligneux, sous tutelle du Ministère de l'Economie Forestière sera impliqué sur les activités de suivi du projet (cf – dispositif RH) Au-delà d'avoir un représentant dans les instances de décision du projet, le MEF sera impliqué dans le projet à deux niveaux :

- **Entrée technique** : le MEF (sans doute à travers son coordonnateur et un personnel technique à désigner) sera invité à assister aux tests d'efficacité des foyers, réalisés dans un laboratoire certifié de Kinshasa. L'objectif est d'ensuite initier un début de démarche de certification de foyers directement au Congo. Un premier équipement de base sera fourni en ce sens, via le projet (voir activité 1.3.2)
- **Entrée thématique** : appui dans le secteur de l'énergie domestique. Le MEF sera une partie prenante du groupe de travail sur l'énergie domestique qui se réunira tous les 6 mois (voir activité 2.1.1)

c. Société civile

Concernant les partenaires d'exécution, plusieurs ont été pré-identifiés, à savoir :

- L'ASDB – Association des Salésiens de Don Bosco, déjà impliqué sur le projet FCE, sur les aspects de formation des artisans soudeurs, en particulier les jeunes.

L'ASDB gère plusieurs centres de formation professionnelle (dont Pointe Noire et Brazzaville) qui aident les jeunes à s'insérer rapidement dans le monde du travail grâce à une formation qualifiante, un corps enseignant compétent et un équipement de qualité. L'apprentissage des métiers est aussi bien théorique que pratique. L'importance donnée aux séances de travaux pratiques, permet aux apprenants de bénéficier de l'expertise des enseignants et d'acquérir de solides compétences dans les domaines de l'électricité, de la menuiserie, du tournage et de la soudure, de la mécanique auto et la mécanique générale.

- Femmes Energies, association locale qui développe des modèles de foyers améliorés, avec qui des complémentarités et échanges d'expérience seront envisagés.
- Une cartographie des acteurs de la société civile congolaise œuvrant dans le secteur de l'efficacité énergétique et notamment domestique, sera effectuée, afin de pouvoir identifier d'autres acteurs avec lesquels des synergies plus importantes pourraient être établies.
- L'IECD – Institut Européen de Coopération et de Développement, organisation de solidarité internationale qui développe un programme d'appui aux petites entreprises et accompagne chefs d'entreprise et porteurs de projet dans la création, la consolidation et la pérennisation de leur activité. L'IECD (ou sa filiale locale « Congo Entreprises Développement ») pourrait être

sollicitée dans le cadre du renforcement des compétences entrepreneuriales des acteurs des filières FA de Brazzaville et Pointe Noire. De premières discussions ont déjà eu lieu en ce sens.

d. *Autres parties prenantes*

Voir Annexe 2.

VIII. Cohérence avec les programmes existants :

Ce projet entre dans le cadre de la mise en œuvre de l'Axe stratégique 4 (Rationalisation de la production et de l'utilisation du bois-énergie et promotion d'autres sources d'énergie propres) de la Stratégie nationale REDD+ et de son plan d'investissement REDD+ devant ainsi viser la réduction des émissions de CO₂ du pays issues de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Le lien avec le projet FAO/GRET visant à l'établissement de plantations à démarrage rapide porté par la FAO et le GRET sera renforcé. Dès le début du projet LIKTUKA, une réunion de coordination sera proposée afin de pouvoir coordonner les équipes opérationnelles sur le terrain et définir, autant que possible une stratégie d'action concertée.

De même, un lien fort sera effectué avec le projet visant le développement du plan d'approvisionnement en énergie durable des villes de Brazzaville et Pointe-Noire, financé par le CAFI. De la même manière, dès le début du projet LITUKA, une réunion de coordination sera proposée afin de pouvoir coordonner les équipes opérationnelles sur le terrain et définir, autant que possible une stratégie d'action concertée permettant de faire baisser la pression sur la ressource.

De manière générale, le projet s'inscrit dans la démarche d'impulsion de la mise en œuvre de la LOI entre CAFI et le Gouvernement du Congo. Dans cette logique, le projet complète et renforce d'autres interventions structurées autour de cinq axes programmatiques cohérents, qui ensemble permettront d'atteindre les objectifs et les jalons de la LOI. Ainsi, le projet s'intègre dans la démarche du PUDT dont les études de faisabilité ont débuté. ID a été consulté à plusieurs reprises. Concrètement, les liens déjà établis avec l'agence en charge de l'élaboration des schémas d'approvisionnement en énergie durable pour Brazzaville et Pointe-Noire, le CIRAD. Celle-ci est bien au courant du projet et sera d'ailleurs invitée à faire être membre observateur du comité de pilotage du projet, au même titre que l'AFD. Un partage des avancées du projet sera effectué notamment via la diffusion du compte-rendu du comité de pilotage, aux agences en charge des autres programmes qui ne seraient pas membres du COPIL. Des réunions de coordination entre équipes opérationnelles seront effectuées dès que nécessaire.

Synergies	Acteurs concernés (+ID)	Objet de la synergie
PROREP - LITUKA	FAO et GRET	Visites d'échanges et réunion de coordination Invitation aux événements de mise en réseau avec les acteurs de la filière FA Concertation sur les filières d'approvisionnement en bois-énergie Invitation à prendre part au COPIL Lituka en tant qu'observateur
PUDT - LITUKA	MATIER, AFD, CIRAD	Visites d'échanges et réunion de coordination Invitation aux événements de mise en réseau avec les acteurs de la filière FA Concertation sur les filières d'approvisionnement en bois-énergie Invitation à prendre part au COPIL Lituka en tant qu'observateur

Groupe de travail sur la thématique bois-énergie et énergie de substitution	MEF, CIRAD, Ministère Énergie, Ministère des Hydrocarbures, Blue Power Congo, FAO	Faire le suivi des jalons sur la thématique bois-énergie et énergie de substitution
Avec les acteurs de la société civile	OSC congolaise	Réalisation d'une cartographie des acteurs de la société civile œuvrant dans le domaine du bois-énergie Synergie
Centre de Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux	MEF	Réflexion sur la filière des bio-combustibles et sur d'éventuelles modalités de soutien et d'accompagnement

IX. Cadre de résultats du programme (Tableau 1):

Le cadre de résultats du programme est disponible en Annexe 1.

X. Gestion des Risques (Tableau 2) :

Risques	Niveau du risque : <i>Très élevé</i> <i>Elevé</i> <i>Moyen</i> <i>Faible</i> <i>(Probabilité x Impact)</i>	Probabilité : Quasiment certain - 5 Probable - 4 Possible - 3 Peu probable - 2 Rare - 1	Impact : Extrême - 5 Majeur - 4 Modéré - 3 Mineur - 2 Non significatif - 1	Mesures d'atténuation	Entité/Personne responsable
Risques contextuels (y compris les risques politiques)					
Instabilité politique	Moyen	2	3	Le projet intervenant après les élections présidentielles et dans un contexte d'intervention plutôt local, la probabilité reste faible. Les équipes ID sont soumises à un plan sécurité interne régulièrement mis à jour par la Direction Pays basée à Brazzaville.	ID
Crise économique / Crise sanitaire (COVID-19)	Moyen	3	2	La crise de la COVID-19 a entraîné une récession économique importante qui joue sur le pouvoir d'achat et pourrait avoir un impact dans la capacité d'investissement des ménages et des acteurs de la filière. Par ailleurs, la crise a entraîné une hausse des prix sur le marché qui joue sur l'approvisionnement en matières premières des producteurs. Depuis plusieurs mois, ces prix sont néanmoins en baisse. Par ailleurs, la mise en œuvre d'activités de facilités de paiement et des stratégies marketing ciblant les ménages aux revenus les plus faibles atténue ce risque. Sur le volet sanitaire, le projet sera conforme à la réglementation nationale de gestion de la pandémie (voir http://sante.gouv.cg/) et en	ID

				particulier à des mesures telles que le télétravail (équipes ID) et les formations / ateliers, ou la limitation des déplacements le cas échéant.	
Risques programmatiques					
Priorisation des énergies propres au détriment de la biomasse réduisant les investissements pour la diffusion des foyers améliorés	Moyen	1	3	L'accès aux différentes sources d'énergie, autre que celle liée à la biomasse est encore très limitée et son développement nécessitera une phase transitoire durant laquelle les énergies liées à la biomasse auront encore toute sa place. De plus, l'accès à ces autres sources sont plus coûteux et non régulier. En lien avec son coordonnateur au Ministère de l'Economie forestière, ID mènera une action de plaidoyer auprès de ses partenaires financiers et du gouvernement afin de promouvoir une approche programmatique intégrée pour une transition énergétique graduelle qui prend en compte les besoins et préoccupations des populations les plus vulnérables et dont l'accès aux sources d'énergie propre (ex. gaz naturel, etc.) est encore limité comparativement à l'énergie biomasse.	ID
Risques institutionnels					
Règlementation stricte envers le bois-énergie (interdiction du charbon par exemple)	Faible	1	2	Les impacts de la déforestation incitent certains gouvernements à prendre des mesures drastiques vis-à-vis de la commercialisation du bois-énergie (interdiction du charbon par exemple). Une telle action pourrait affaiblir considérablement la demande en FA. Comme évoqué plus haut, ID mènera une action de plaidoyer et du gouvernement pour que soit intégrée une transition énergétique graduelle qui prend en compte les besoins et préoccupations des populations les plus vulnérables.	ID
Risques fiduciaires					
Aucun risque fiduciaire n'est identifié, ID mettant en œuvre directement le projet. Les équipes ID en charge de la mise en œuvre se conformeront aux procédures internes financières et RH qui sont robustes et transparentes (manuel de procédure).					
Risques					

réputationnels					
Confiance perdue des clients suite à des défaillances techniques des foyers améliorés produits et diffusés	Moyen	1	3	Les fabricants de foyers améliorés seront formés au respect scrupuleux de la fiche technique de fabrication. Des contrôles techniques quotidiens seront effectués par l'équipe de projet (il convient de rappeler que les foyers améliorés « Congo Mboté » fabriqués sont labellisés avant leur mise sur le marché)	ID
Risques opérationnels					
La disponibilité de la matière première pour la fabrication des foyers améliorés, le niveau et les normes de production peuvent constituer des contraintes	Elevé	3	3	Les fournisseurs de matières premières seront régulièrement consultés pour négocier un approvisionnement en gros afin de réduire les coûts de transaction et des risques de rupture de stocks. Les fabricants de foyers améliorés seront formés au respect scrupuleux de la fiche technique de fabrication. Des contrôles techniques quotidiens seront effectués par l'équipe de projet (il convient de rappeler que les foyers améliorés « Congo Mboté » fabriqués sont labellisés avant leur mise sur le marché)	ID
Les populations sont réfractaires à l'adoption des techniques et technologies améliorées	Moyen	2	3	Les communautés locales sont demanderesse de l'utilisation des foyers améliorés. Le problème identifié actuellement est leur rareté sur le marché, que le projet va palier. L'adoption des foyers améliorés par les populations fera l'objet d'une analyse préalable et d'un accompagnement / sensibilisation. Il s'agira notamment des campagnes de sensibilisation et vulgarisation sur les avantages des foyers améliorés, mais également plusieurs approches de vente combinant les paiements échelonnés et les essais gratuits (voir Résultat 2).	ID
Hypothèses:					
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La diffusion et l'adoption des foyers améliorés réduisent la demande en bois énergie. ✓ les différentes parties prenantes des filières de Brazzaville et Pointe Noire sont intéressées par la démarche et se positionnent ✓ le prix des foyers améliorés varient peu sur la durée du projet. 					

XI. Suivi-Evaluation :

a) Section narrative sur le suivi-évaluation

Dispositif S&E

Le système de Suivi-Evaluation (S&E) prévu pour le projet s'intègre dans le dispositif S&E général d'ID. Le suivi global sera assuré par la Direction Pays, en lien avec le siège de l'ONG (Comité de Direction). Le suivi technique sera quant à lui assuré par le service Climat, Energie, forêts qui apportera son expertise sur la base de réunions trimestrielles (sessions de travail à distance sur le suivi des activités) avec le/la Responsable du Programme en charge de la coordination du projet et de la rédaction de rapport de suivi d'activités (dont la mise à jour des outils de suivi du programme) tous les trimestres.

Comme convenu et rappelé par le Manuel des Opérations et les Termes de Référence du CAFI, ID fournira au Secrétariat CAFI un rapport narratif et un état financier annuel. Ces rapports seront basés sur les résultats et réalisations attendus et décrits dans le présent document de projet (Section 3-

stratégie du programme). Les indicateurs de performance et financière seront suivis au niveau des effets et des produits.

Sur le plan financier, les dépenses devront être enregistrées par un comptable. Le comptable sera mensuellement supervisé et appuyé par un Responsable Administratif et Financier pays ainsi qu'un contrôleur de gestion. Le contrôleur de gestion, salarié du siège, suit le niveau de consommation budgétaire. Il veille également au respect du manuel de procédure interne. Le contrôleur de gestion, sous la supervision du directeur financier, produira les rapports financiers. La consommation budgétaire et le respect du plan de financement seront analysés de manière détaillée chaque trimestre. Des rapports techniques et financiers complets seront fournis aux échéances contractuelles. Chaque année la comptabilité devra être certifiée par un commissaire au compte.

Des enquêtes de satisfaction et d'auto-évaluation des bénéficiaires du programme sont intégrées au dispositif S&E. Elles auront lieu en début de projet en vue de déterminer les niveaux de référence, à mi-parcours (18 mois de programme) et en fin de projet. La collecte des données fera appel à des enquêteurs externes recrutés en prestation de service pour les besoins de suivi-évaluation du projet. Les recrutements et la contractualisation se feront dans le respect du guide des procédures ID et en toute transparence.

Il convient de noter que les lignes de base liées aux effets du programme [Teq CO2 évitées, économies moyennes (USD) réalisées par les ménages utilisateurs de foyers améliorés] ont été calculées en suivant les résultats du monitoring préalablement réalisés au Congo sur la période 2013-2020 en lien avec la certification *Gold Standard*. La méthodologie de collecte des données (enquêtes de satisfaction et d'utilisation des FA dans les ménages) sera employée pour réaliser les enquêtes annuelles permettant de mesurer les impacts du programme.

Evaluation :

ID mènera une évaluation du projet à son terme pour évaluer l'état d'avancement du projet et l'atteinte de ses objectifs.

L'évaluation finale du projet sera effectuée par le service Climat, Energie, Forêts, dans les 6 mois après la fin des activités en vue de produire le rapport de fin du projet qui sera soumis au Secrétariat du CAFI. Cette revue finale permettra de : (i) évaluer la performance du projet par rapport aux objectifs, cibles et indicateurs (ii) évaluer les bénéfices du projet pour l'ensemble des produits ; et (iii) identifier les potentielles activités incomplètes et orienter les actions futures, tout en vérifiant le respect des exigences d'ID et du CAFI sur la base de l'accord de subvention.

L'évaluation s'appuiera sur une méthodologie d'évaluation détaillée incluant l'utilisation de différentes méthodes et outils d'évaluation dont les critères généraux de pertinence, d'efficacité et de durabilité. L'évaluation finale permettra d'examiner la pertinence de l'intervention, ses performances globales, ainsi que la durabilité et la mise à échelle des résultats obtenus et des enseignements tirés. Outre les données primaires collectées par l'évaluateur et les données nationales secondaires disponibles, l'évaluation finale s'appuiera sur les activités de suivi et les rapports préparés par le personnel du projet, y compris les enquêtes qui seront réalisées au début du projet en vue de déterminer les niveaux de référence, à mi-parcours et à la fin du projet.

b. Intégration de la dimension du genre

Les utilisatrices principales des produits au cœur des filières Foyers améliorés étant des femmes (ce sont principalement elles qui font la cuisine), elles ont été impliquées dès la phase de prototypage de la gamme de foyers améliorés Congo Mboté entre 2013 et 2015. Cela répondait à une volonté de prendre en compte leurs attentes et contributions dans des contextes où les hommes ont plus facilement la parole. La compréhension des rôles et des relations hommes-femmes dans les filières

devront être complétées par des ateliers participatifs impliquant à la fois les équipes projet, les partenaires et les acteurs/trices des filières.

Plus que des activités spécifiques le choix est fait d'apporter une vigilance particulière à la manière de conduire les activités prévues et au fait qu'elles soient accessibles aux femmes et aux hommes (réunions spécifiques avec les femmes, si nécessaire, identification et accompagnement privilégié d'actrices de la filière dans les activités essentiellement masculines/ ouverture aux hommes des activités essentiellement féminines par exemple).

Dans cette optique, certains indicateurs de suivi seront sexo-spécifiques (acteurs des filières, participation aux formations, ateliers et échanges, bénéficiaires d'appuis et d'accompagnement). Dans le dispositif S&E, un suivi de ces données sera réalisé et analysé avec les équipes, partenaires et bénéficiaires.

L'intégration de la dimension genre dans le projet fera référence au plan d'action genre développé par ID en 2019, stratégie qui vise à renforcer la vigilance de l'organisation quant aux différentes sources de discrimination, en particulier en interne. Plusieurs objectifs ont ainsi été fixés :

1- Affirmer le genre comme un engagement de structure

Actions prioritaires : développer la prise en compte de cette dimension dans les diagnostics de contexte, les capitalisations et les évaluations et dans la conception des projets (équité d'accès à la parole, aux informations et aux activités)

2- Réduire les inégalités de genre au sein de la structure

Actions prioritaires : faire un diagnostic plus approfondi des inégalités de genre au sein d'ID (salaire, accès aux formations, accès aux mesures de conciliation vie privée/vie professionnelle), faire un état des lieux et développer en fonction des besoins les procédures et actions de protection contre les attitudes discriminantes dues à des stéréotypes de genre).

3- Faciliter l'appropriation de la démarche en interne

Actions prioritaires : donner accès à des sensibilisations/formations, organiser des temps d'interrogation en équipe sur l'approche genre (au siège et sur les terrains), développer une boîte à outils et la mettre à disposition des RP/RP lors des préparations au départ.

4- Pérenniser la dynamique d'intégration du genre

Actions prioritaires : formaliser le rôle du comité genre, alimenter la réflexion interne par les retours d'expérience externe, de pairs (GI, F3E, Coordination Sud).

c. Exploitation sexuelle, harcèlement et abus

L'application par ID d'une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation sexuelle, du harcèlement et des abus est rappelée dans le règlement intérieur d'ID siège et d'ID Congo. [TITRE III- /Chapitre 1 / Article 29] Il incombe au personnel et, en particulier aux responsables opérationnels et décisionnels de veiller à promouvoir un environnement de travail qui préviennent tout abus.

Les mécanismes de notification passent par les délégués du personnel. Les délégués ont dans leur mandat un rôle d'appui juridique auprès des salariés et peuvent saisir l'employeur en cas d'atteinte injustifiée aux droits des personnes, à leur santé physique et mentale ou aux libertés individuelles. Tout abus peut donc être signalé au travers de 2 mécanismes :

- Sollicitation des délégué.es du personnel par le/la salarié.e lors de la permanence mensuelle

- Sollicitation écrite au travers de la boîte mail : dp@id-ong.org.

En cas de sollicitation pour abus, exploitation sexuelle et/ou harcèlement, l'application de mesures disciplinaires (dont le licenciement pour faute grave) se fait dans le respect des principes de confidentialité et de discrétion garantissant une protection continue de la victime jusqu'aux conclusions de l'enquête.

Tout salarié peut également remplir un rapport d'incident (formulaire disponible à l'embauche) qui sera transmis aux instances dirigeantes de l'organisation (Direction Pays, Comité de Direction, CA) tenues au respect de la confidentialité, le temps de l'enquête.

Il convient de noter qu'ID est également en cours d'élaboration d'une charte éthique qui viendra préciser les mécanismes liés aux préventions des discriminations, du harcèlement et des abus.

d. Sauvegardes de Cancun

Sauvegardes de Cancun	Réalisations du projet	Défis potentiels identifiés
1. Complémentarité et compatibilité avec les objectifs des programmes forestiers nationaux et les accords internationaux	Les activités du projet sont en lien avec le PND Congo qui consiste entre autres à (ii) rationaliser l'usage de l'énergie et conformes à la SN REDD+ (2018-2025) qui prévoit l'amélioration de l'efficacité énergétique pour les opérations de transformation et utilisation du bois-énergie.	<i>Aucun risque identifié</i>
2. Transparence et efficacité des structures de gouvernance	Les documents de programme (rapports narratifs et financiers) seront mis à la disposition du COPIL qui servira d'instance de partage d'informations.	<i>Aucun risque identifié</i>
3. Respect des connaissances et des droits des peuples autochtones	Les différentes communautés seront ciblées et associées aux activités du projet, à Brazzaville comme à Pointe Noire.	<i>Aucun risque identifié (intervention du programme en zone urbaine)</i>
4. Participation intégrale et effective des parties prenantes, en particulier des peuples autochtones et des communautés locales	Les études initiales ciblant les bénéficiaires du pack accompagnement côté producteurs et distributeurs se feront en toute transparence. ID s'assurera d'y inclure toutes les parties, afin qu'elles soient en mesure de participer à la prise de décision du projet. Plus globalement, l'ensemble des parties prenantes, y compris les femmes, les jeunes et les personnes âgées, seront invitées aux réunions et aux ateliers du projet. L'équipe projet en charge de l'animation aura pour mission de faire participer activement ces groupes aux différentes activités prévues par le projet.	<i>Les femmes pourraient être réticentes à se positionner.</i>

<p>5. Compatibilité des activités avec la préservation des forêts naturelles, la biodiversité et les services écosystémiques /mise en place d'activités permettant des bénéfices socioéconomiques</p>	<p>Le projet est justement conçu autour de ce principe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La production et diffusion de FA par les acteur.ices de la filière leur offre un complément de revenus tout en diversifiant leur activité économique • Les avantages des FA ne sont pas qu'environnementaux : ils permettent aux ménages une économie d'argent, de temps et une amélioration des conditions de vie (exposition minimisée aux fumées toxiques notamment) 	<p><i>Faire accepter aux communautés un nouveau produit plus respectueux des ressources forestières.</i></p>
---	---	--

Une étude des risques de fuites potentielles de carbone a été menée dans le cadre de la mise en œuvre du projet FCE au Congo en 2016 (voir Annexe 9).

Gestion des plaintes

Pour tout conflit impliquant directement ID et/ou l'un.e de ses salarié.es, le/la plaignant.e soumet sa requête auprès de la Direction Pays, chargé d'accuser réception de la plainte dans un délai de 7 jours.

Lorsque le conflit ne peut pas être géré par la Direction Pays, la Direction générale d'ID peut également être saisie.

Si le conflit ne peut être géré au travers d'un mécanisme de médiation à l'amiable, les instances juridiques nationales compétentes seront saisies par la partie la plus diligente.

Un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) est actuellement en phase de test sur l'un des projets mis en œuvre par ID au Congo (Programme NEZELA). Ce mécanisme permet aux bénéficiaires et acteur.ices du programmes d'exprimer leurs préoccupations et plaintes vis-à-vis du programme, de documenter et d'argumenter les cas de violation de droits humains et de favoriser un traitement efficace, adapté et suivi des plaintes reçues, en accompagnant au besoin la mise en œuvre de mesures d'urgences et la remontée des informations auprès des instances juridiques compétentes. Le suivi du MGP est assurée par une personne spécifique (AT Droits Humains) et un comité de gestion des plaintes, associant les autorités locales et services spécialisés.

Ce MGP est pilote et pourrait à terme être adapté à l'ensemble des programmes.

Code	Catégorie	Sensibilité	Description
A	<i>Demande d'information ou lettre de remerciement</i>	1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Heure / lieu de la prochaine session de sensibilisation, de la prochaine distribution ▪ Informations sur les projets futurs ▪ Informations sur la méthodologie des projets (ciblage, vérification, distribution) ▪ Remerciements, suggestion pour les projets futurs
B	<i>Demande d'assistance</i>	2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande d'autres types de soutien que ceux proposés (besoins, modalités...) ▪ Demande d'être inclus dans la liste des bénéficiaires d'une activité dans sous coordination ID, par exemple les ménages qui souhaitent bénéficier de l'appui APIFLORDEV sur l'apiculture dans la zone d'Enyellé ▪ Changement de la situation d'un bénéficiaire (adresse, numéro de téléphone, décès de chef de famille...)

Code	Catégorie	Sensibilité	Description
C.1	Plainte mineure concernant le programme	3	<ul style="list-style-type: none"> Choix du lieu d'organisation de l'activité Mauvaise organisation d'une activité, par exemple une offre insuffisante par rapport à la demande lors de la mise en œuvre des AGR Manque d'information sur la prochaine activité Absence pendant la réalisation des activités Perte de carte d'identité ou carte de bénéficiaire
C.2	Plainte modérée concernant le programme	4	<ul style="list-style-type: none"> Doute dans les critères de sélection Favoritisme évident pour un ménage particulier Falsification du montant de l'aide reçue Problèmes récurrent en relation avec la mise en œuvre des activités du programme Interférence excessive des AL dans les activités Vols de l'aide reçue
C.3	Plainte majeure concernant le programme	5	<ul style="list-style-type: none"> Insultes de la part d'un employé du consortium NZELA, d'un contractant ou d'une autorité locale impliquée dans le projet et autres comportements déplacés et situations d'abus de pouvoir de leur part Intimidation des bénéficiaires par un membre du personnel d'ID ou d'une autre ONG Chantage, manipulation, menace physique, racket (ou tentative de) Annulation soudaine ou modification de la liste des bénéficiaires par ID, une ONG partenaire ou les autorités locales Imposition d'une « taxe » injustifiée par les AL, les membres de la communauté ou les équipes d'ID ou d'une ONG partenaire Tentative ou détournement de fonds / corruption / fraude Demande de faveurs de tous types en échange d'assistance (ou pour être enregistré sur la liste des bénéficiaires)
D.1	Plainte mineure concernant les violations de DH	3	<ul style="list-style-type: none"> Discriminations, insultes Vol mineur
D.2	Plainte modérée concernant les violations de DH	4	<ul style="list-style-type: none"> Discriminations répétées, discrimination dans l'accès aux services sociaux Agressions sexuelles et physiques (coups et blessures mineurs, attouchements, etc.) Refus de paiement des prestations des PA Chantage
D.3	Plainte majeure concernant les violations de DH	5	<ul style="list-style-type: none"> Agressions sexuelles et physiques majeures (viols, agression avec coups et blessures majeurs, agression à l'arme blanche, etc.) Travail forcé
E	Plainte non fondées	-	<ul style="list-style-type: none"> Problèmes qui ne sont pas du ressort de l'organisation (hors zones d'intervention, plaintes concernant les AL ou une autre organisation)

Figure 6: catégorisation des plaintes dans le cadre du programme Nzela ID-2021

e. Fraude et détournement de fonds

Les informations sur les principales politiques d'ID en matière de fraude et de corruption sont disponibles dans le guide des procédures de l'organisation.

Les principales règles sont les suivantes :

Règles applicables ID

Fausses factures	ID met en place une comptabilité fiable pour chacun de ses programmes, ainsi que des systèmes de contrôle. Les dépenses réalisées pour le compte d'un programme sont systématiquement autorisées par un salarié détenant une délégation de la part de la présidente de l'association et les fonctions d'ordonnateur et payeur de la dépense sont séparées. Un contrôle exhaustif des dépenses est assuré par le responsable de programme (contrôle de 1 ^{er} niveau) et par l'administrateur financier (contrôle de 2 ^{ème} niveau). Un contrôle aléatoire de 3 ^{ème} niveau est réalisé par le contrôleur de gestion du siège d'ID, et un contrôle de 4 ^{ème} niveau peut être mené par le comité d'audit interne de l'association. Ces mesures rendent peu probables la réalisation de fausses factures non décelées.
Détournement d'espèces	L'usage des espèces est strictement encadré dans notre guide de procédures, et n'est possible que sur autorisation du responsable de programme. Les flux en espèces sont systématiquement enregistrés en comptabilité, et contrôlés en fin de mois par la réalisation de rapprochements de solde, soumis aux quatre niveaux de contrôles présentés ci-dessus.
Utilisation frauduleuse du compte bancaire du programme	Les mouvements sur les comptes bancaires des programmes ne sont possibles, d'après notre guide des procédures, que par la signature de deux signataires autorisés. La modification de la liste des signataires, de même que l'ouverture et la fermeture de comptes bancaires, ne peut être faite que par le directeur ou le directeur financier de l'association. Enfin, le contrôle de l'ensemble des mouvements sur les comptes est assuré à l'occasion des contrôles de comptabilité mentionnés ci-dessus, et à travers le rapprochement bancaire mensuel.

XII. Communication et visibilité :

Toutes les démarches de communication et de visibilité, à l'échelle nationale et régionale, seront alignées avec le plan de communication et de visibilité de CAFI afin d'assurer la visibilité de CAFI et sensibiliser à la lutte contre la perte du couvert forestier, les changements climatiques et la pauvreté mise en œuvre dans le programme.

La communication et la visibilité auront deux principaux objectifs :

- Influencer les attitudes et créer du changement

Dans le cadre de ses projets, ID attache une importance particulière à la sensibilisation et au changement de comportement. Elle a notamment développé une méthodologie, les AOC – Approches Orientées Changement, appliquées à la mobilisation sociale, qui seront déployées dans le cadre de ce projet. Les AOC regroupent un ensemble d'outils et méthodes visant à mobiliser un groupe d'acteurs

autour de changements et transformations qui répondent à leurs propres enjeux. Le référent accompagnement de la mission ID-Congo sera mobilisé pour leur déploiement dans le projet.

Les AOC seront appliquées à différents sujets en lien avec le projet, notamment l'activité d'accompagnement et de mise en réseau des acteurs de la filière, qui suppose un changement de positionnement de ces derniers, qui devront agir en autonomie par rapport à ID, afin de garantir une pérennité de l'action.

De même, elles seront utilisées pour faire de la sensibilisation plus globale sur la « protection de l'environnement » et les conséquences de la déforestation, tout en faisant le lien avec les avantages de l'utilisation des foyers améliorés dans un contexte de forte pression sur le bois-énergie.

- Accroître la visibilité du programme et de ses financeurs.

La visibilité du programme sera assurée via les réseaux sociaux d'Initiative Développement, qui possède une page Facebook générale pour l'ONG et une page spécifique pour la mission Congo, sur laquelle des publications sont réalisées 2 à 3 fois par semaine. Le présent projet entrera dans le plan de diffusion. Pour chaque post, les partenaires et bailleurs seront mentionnés. Dès que possible, en plus de photos, des prises vidéos de bénéficiaires, de parties prenantes du projet etc... seront effectuées.

En outre, des logos du bailleur seront mis sur l'ensemble des équipements acquis via les fonds du projet. Le CAFI sera cité comme bailleur à chaque intervention publique, et notamment lors de la présence des médias.

L'Annexe 3 présente le Plan de communication et de visibilité du program

Am

XIII : BUDGETS – voir document Excel joint

Tableau 3 A – PLAN DE TRAVAIL

Résultats	Produits	Activités	Activités	Organisme de mise en œuvre	PERIODE				Partenaire de mise en œuvre	Budget planifié CAFI	Mapping NIF, LOI and CAFI MRE framework
					A1	A2	A3	A4			
A. COUTS DES PRODUITS DU PROJET											
Résultats 1: Une filière structurée produit et diffuse des foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire.											
Produit 1.1: Les capacités des entrepreneurs de la filière CE sont renforcées.											
1	1,1	1.1.1	Approfondir l'état des lieux sur la filière production/diffusion de cuiseurs améliorés par le biais d'une étude interne afin de pré-identifier les entrepreneurs à potentiel.	ID				ID	\$	6 955,80	
1	1,1	1.1.2	Lancer un appel à manifestation d'intérêt afin d'identifier les entrepreneurs à potentiel de la filière de production de cuiseurs répartis à Brazzaville et à Pointe Noire, bénéficiaires d'un pack accompagnement.	ID				ID	\$	1 159,30	
1	1,1	1.1.3	Mettre en œuvre les différentes activités du pack accompagnement:	ID				ID	\$	66 427,89	
1	1,1	RH	Ressources humaines pour le projet attribué à ce produit (voir détails onglet B.)	ID				ID	\$	85 128,63	
1	1,1	FCT	Fonctionnement pour le projet attribué à ce produit (voir détails onglet B.)	ID				ID	\$	19 982,34	
Produit 1.2: Les acteurs/ices de la filière sont accompagnés dans la mise en réseau, le transfert de connaissances et les échanges de bonnes pratiques pour assumer l'ensemble des fonctions directes de production/vente.											
1	1,2	1.2.1	Mise en place d'un dispositif spécifique à la filière foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire	ID				ID	\$	13 911,60	
1	1,2	1.2.2	Organisation d'espaces de dialogue formels et plus informels entre différents acteurs pour accroître les synergies et développer un écosystème favorable au développement de la filière.	ID				ID	\$	17 830,33	
1	1,2	RH	Ressources humaines pour le projet attribué à ce produit (voir détails onglet B.)	ID				ID	\$	36 249,51	

Tableau 3 B – BUDGET PAR CATEGORIE UNDG

CATEGORIES DE BUDGET UNDG	ID (Organisme de mise en œuvre 1)	(Organisme de mise en œuvre 2)	TOTAL USD
1. Personnel	459 377,99 USD	0	459 377,99 USD
2. Fournitures, produits de base, matériaux	54 115,10 USD	0	54 115,10 USD
3. Equipements, véhicules et mobilier (y compris l'amortissement)	39 358,69 USD	0	39 358,69 USD
4. Services contractuels	337 824,78 USD	0	337 824,78 USD
5. Voyages	43 902,87 USD	0	43 902,87 USD
6. Transferts et subventions aux contreparties	0,00 USD	0	0,00 USD
7. Coûts généraux de fonctionnement et autres coûts directs	0,00 USD	0	0,00 USD
Total des Coûts Directs	934 579,44 USD	0,00 USD	934 579,44 USD
8. Coûts de soutien indirects (Max. 7%)	65 420,56 USD	0,00 USD	65 420,56 USD
TOTAL des Coûts	1 000 000,00 USD	0,00 USD	1 000 000,00 USD

ANNEXE 1 – CADRE DE RESULTATS DU PROGRAMME

RESULTATS DU PROGRAMME		Résultat CAFI correspondant : Effet 2 : Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées Jalon de la LOI : Effet 7 (7.1) La politique sectorielle de l'énergie privilégiant les alternatives durables à la consommation bois-énergie issu de ressources non renouvelables est mise en œuvre, notamment (...) l'utilisation des foyers améliorés est encouragée (décembre 2025). Résultat dans le CNI : E3.2. Amélioration des techniques de transformation et d'utilisation du bois de chauffe (augmentation de l'utilisation des foyers améliorés)				Liens vers		
Indicateurs	Situation de référence (année) & source des données	Cible après 3 ans / après 5 ans	Moyens de vérification	Budget indicatif pour les activités de suivi	Hypothèses et risques	LOI CAFI	Cadre de Résultats de CAFI	Cadre de résultats du CNI
Quantité des émissions de CO ₂ réduite/évitée	2015-2019 : 13 000 Teq CO ₂ évitées (source : 2021-monitoring ID/PFCE)	18 016 TeqCO ₂ évitées / 62 096 en 5 ans	Enquêtes qualitatives dans les ménages et issues monitoring Gold Standard	13 300 USD (enquêtes annuelles)	Hypothèses : L'utilisation d'un foyer amélioré permet d'économiser 1.6 Teq CO ₂ . L'utilisation des FA permet d'économiser 0.6 tonnes de bois par Teq CO ₂ économisée 1 tonne de bois économisée = 48,12 USD économisés. 95% des ménages ayant acheté un foyer amélioré l'utilisent régulièrement.	17- la politique sectorielle de l'énergie privilégiant les alternatives durables à la consommation bois-énergie issu de ressources non renouvelables est mise en œuvre.	I-1 Emissions CO ₂ E.E.2 économies moyennes réalisées par les ménages utilisant des solutions de cuisson propre. E3. Taux d'adoption et profil d'utilisation des solutions de cuisson propres (GPL ou foyers	Mesure 3.2. Augmentation de l'utilisation de foyers améliorés
Economies moyennes (en USD) réalisées par les ménages utilisant des solutions de cuisson propre	0 au démarrage du projet (non-calculé)	514 150 USD économisés en 3 ans / 1 786 863 USD en 5 ans						

Résultat 1. Une filière structurée produit et diffuse des foyers améliorés à Brazzaville et Pointe Noire.							améliorés) dans les zones ciblées	
Nombre d'acteur.ices des filières produisant et diffusant des FA à Brazzaville et Pointe Noire	0	30 acteur.ices (10 ateliers de soudure et 20 points de vente)	Données projet (outils de suivi et reporting) Evaluation finale		Hypothèse : les producteurs sont intéressés par l'accompagnement d'ID et se positionnent au sein de la filière. Risque : un cas de force majeure (crise économique) entraîne la fermeture d'un ou plusieurs ateliers/et ou points de vente	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Produit 1.1								
Les capacités techniques et entrepreneuriales des producteurs de la filière foyers améliorés de Brazzaville et Pointe Noire sont renforcées.								
Nombre d'atelier /artisans producteurs de FA renforcés dans leurs capacités de production (techniques, entrepreneuriale et investissement)	0	8 ateliers de soudure /24 producteurs à raison de 3 par atelier en moyenne	Données projet (outils de suivi et reporting)	-	Hypothèse : les producteurs intéressés par l'accompagnement d'ID et se positionnent au sein de la filière. Risque : un cas de force majeure (crise économique) entraîne la fermeture d'un ou plusieurs ateliers.	J7	E2 E3	Mesure 3.2
% de producteurs ayant le sentiment d'avoir	0	80%	Enquêtes de satisfaction/auto-	9 000 USD	Hypothèses : les producteurs sont	J7	E2 E3	Mesure 3.2

renforcé leurs compétences techniques et entrepreneuriales en début et fin de projet			évaluation)		Intéressés par l'accompagnement d'ID et se positionnent au sein de la filière. Risques : les producteurs ne remplissent pas les engagements définis dans le cadre du pack accompagnement..			
Nombre de formations techniques et entrepreneuriales et d'ateliers de partage de compétences et expériences organisées pour les producteurs.	0	31	Données projet	-	Hypothèses : les producteurs sont intéressés par l'accompagnement d'ID et se positionnent au sein de la filière. Risques : les producteurs ne se rendent pas disponibles pour assister aux formations Hypothèse : le pack accompagnement proposé aux producteurs permet d'augmenter la production de FA.	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Evolution de la production de FA	0	50%	Données projet (outils de suivi production/vente)	-	Risque : L'augmentation des capacités de production se fait au détriment de la qualité des produits fabriqués. Un cas de force	J7	E2 E3	Mesure 3.2

					majeure économique, augmentation des prix des MP utiles à la production) entraîne une sous-production.			
Produit 1.2	Les acteurs clés de la filière sont accompagnés dans la mise en réseau, le transfert de connaissances et les échanges de bonnes pratiques pour assumer l'ensemble des fonctions directes de production/vente.							
Nombre d'ateliers inter-acteurs organisés	0	9	Données projet	-	Hypothèse : les différentes parties prenantes sont intéressées par la démarche et se positionnent	J7	E2 E3	Mesure 3.2
% d'entrepreneurs prenant en charge leurs fonctions en autonomie au sein des 2 filières FA de Brazzaville et Pointe Noire en fin de projet	0	70%	Données projet	-	Hypothèse : les différentes parties prenantes sont intéressées par la démarche et se positionnent Risque : producteurs et distributeurs ne remplissent pas les engagements définis dans le cadre du projet	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Produit 1.3	Des nouveaux foyers améliorés sont testés, en lien avec la demande des consommateurs.							
Nombre de foyers	0	2	Données projet		Hypothèse : les unités	J7	E2	Mesure

améliorés supplémentaires prototypés en fin de projet					de production, en lien avec les centres professionnels sont en capacité de proposer des améliorations techniques aux modèles existants, avec l'appui d'ID.	E3	3.2
Résultat 2 : La mise en œuvre de plans marketing et de facilités de paiement permet de renforcer la demande en foyers améliorés							
Nombre d'actions proposées pour renforcer la demande en FA	0	3	Données projet (plan communication, plan sensibilisation, plan marketing, outils de suivi des facilités de paiement) Evaluation finale	Hypothèse : les différentes parties prenantes sont intéressées par la démarche et se positionnent Risque : l'évolution du contexte socioéconomique et/ou sanitaire ne permet pas d'organiser d'activités de sensibilisation réunissant plusieurs personnes	J7	E2 E3	Mesure 3.2

Des campagnes d'information, de sensibilisation et de promotion autour du produit sont organisées.								
Produit 2.1								
Nombre de campagne médiatique d'envergure nationale	0	2	Données projet- plan de communication défini	-	Hypothèse : les institutions nationales concernées participent à l'élaboration du plan de communication défini.	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Nombre d'activités de sensibilisations de proximité organisées	0	30	Données projet	-	Risque : / Hypothèse : les différentes parties prenantes sont intéressées par la démarche et se positionnent Risque : l'évolution du contexte socioéconomique et/ou sanitaire ne permet pas d'organiser d'activités de sensibilisation réunissant plusieurs personnes	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Produit 2.2								
Nombre de distributeurs de FA bénéficiaires d'un accompagnement à la conception et mise en œuvre d'un plan marketing adapté	0	20 (30%)	Données projet	-	Hypothèse : l'accompagnement proposé renforce les capacités de distribution des FA Risque : les activités d'accompagnement sont utilisés à des fins autres que la distribution des FA	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Les acteurs de la diffusion sont renforcés dans leur rôle de promotion-vente de foyers améliorés.								

Nombre de campagnes marketing organisées par les acteurs de la diffusion (et appuyé par ID)	0	6	Données projet	-	Hypothèse : l'accompagnement proposé renforce les capacités de distribution des FA	J7	E2 E3	Mesure 3.2
Niveau d'augmentation de la capacité de distribution des FA chez les distributeurs appuyés	0	25%	Données projet	-	Hypothèse : L'augmentation de la capacité de distribution des FA facilite la vulgarisation et l'adoption des FA Risque : La distribution des FA se fait sur la base des critères inéquitables (ex. pouvoir d'achat)	J7	E2 E3	Mesure 3.2
P2.3. Les entrepreneurs, euses de la filière sont accompagnés dans la mise en place de facilités paiement pour les ménages.								
Nombre total de FA produits, distribués et adoptés	0 au démarrage du projet	8 300 FA diffusés en 3 ans de projet / 25 500 FA en 5 ans (dont 10% auprès de petites unités productives)	Données projet- outil de suivi production/vente	-	Hypothèse : L'augmentation de la capacité de distribution des FA facilite la vulgarisation et l'adoption des FA Risque : non-utilisation des foyers améliorés par les ménages acheteurs, défaillances techniques dans la	J7	E2 E3	Mesure 3.2

Nombre de facilités de paiement proposées aux ménages en fin de projet	0	2	Données projet Evaluation finale		production qui compromettent l'efficacité énergétique des FA.	Hypothèses : les facilités de paiement permettent d'augmenter la demande. Risque : hausse trop importante du FA sur le marché			Nombre de facilités de paiement proposées aux ménages en fin de projet



Pen

ANNEXE 2: Engagement des parties prenantes dans le processus de développement du programme

Le présent projet a été construit sur la base des succès et leçons apprises du programme FCE mené à Brazzaville entre 2013 et 2020. La liste des consultations présentées ici ne saurait être exhaustive compte-tenu du nombre de rencontres inter acteurs initiées dans le cadre du précédent projet mis en œuvre par ID et qui ont largement contribué à construire la stratégie proposée dans ce document de projet. Il convient de noter qu'ID a organisé plusieurs consultations avec la société civile entre 2013 et 2015 dans le cadre du prototype des produits de la gamme Congo Mboté. Ce sont ces consultations qui ont permis d'aboutir aux modèles de foyers proposés, gage de la future appropriation du produit, en particulier par les femmes qui en sont les principales utilisatrices.

Consultation 1: Consultation des ménages de Pointe Noire sur les équipements de cuisson existants et les habitudes de consommation de combustibles (ID pour FAO) – mai et juin 2019
Recommandations clés :

Nom de l'organisme/agence	Nom et fonction du représentant	Catégorie d'organisme (organisation de société civile, gouvernement, délégation de l'Union Européenne, université, etc.)	Recommandations	Action (ie. modalité de prise en compte ou justification de la non prise en compte)
Ménages et petits restaurants de Pointe-Noire (et 25 de Brazzaville)		320 ménages enquêtés (échantillon représentatif des bénéficiaires du projet).	Intérêt & fort potentiel pour des équipements de cuisson biomasse améliorés (diminution de la consommation avec une économie réalisable autour de 100 euros par ménage par an) tout en garantissant une rapidité de cuisson, une facilité allumage et un temps de retour rapide. Pour les ménages urbains et les restaurants, le charbon de bois reste un combustible très utilisé. Plusieurs pistes pour l'introduction de nouveaux modèles de cuiseurs et de bicomcombustibles (briquettes et granulés	Intégration de Pointe-Noire dans le projet (ville à fort potentiel). Adaptation/amélioration de la gamme Congo Mboté existante (pour rendre le FA compatible avec les initiatives bicomcombustibles notamment).

			notamment) qui n'ont pas encore été diffusés dans l'écosystème existant contrairement à d'autres contextes similaires (Afrique de l'Est notamment).	
--	--	--	---	--

Consultation 2: Rencontres et réunions d'échanges avec les partenaires dans le cadre du PROREP puis de la construction du projet Lituka.

ID a d'abord soumis au Fonds CAFI dans le cadre d'un projet en partenariat avec le GRET ; la proposition a été retenue mais sous un lead FAO (PROREP). Dans ce cadre, une première réunion d'identification des zones d'intervention du projet s'est tenue le 29 Octobre 2020 (en partie en ligne). Cette réunion a vu la participation des responsables du Ministère de l'Economie forestière (dont Mr Joel Loumeto, Mr Jean De Dieu Nzila en tant que Point Focal CAFI, Mrs François Mankessi et Christ Samba Yago du ProNAR) et les représentants de FAO, GRET et ID. Cette réunion a permis d'identifier les zones d'intervention du projet et de planifier des missions terrain au cours des mois de novembre et décembre 2020. Ces missions ont servi à la rédaction d'un premier document de projet soumis à une évaluation indépendante CAFI en mai 2021. Le 25/05 s'est tenue une session d'information sur les activités proposées et la réponse aux commentaires de l'évaluation indépendante.

Compte-rendu de la Session d'information sur les activités proposées et réponses à l'évaluation indépendante (25/05/2021)

Il s'est tenu ce mardi vingt-cinq mai 2021, dans la salle de réunion Boyokani de la FAO, l'atelier d'information sur les activités proposées et les réponses à l'évaluation indépendante du projet de Renforcement du Potentiel en Bois Energie Durable en République du Congo en sigle PROREP soumis au Secrétariat du CAFI le 29 janvier 2021.

Cette réunion, tenue en présentiel et en ligne, organisée par le groupe FAO/GRET/ID a connu la participation de 21 personnes (dont 10 en présentiel et 11 en ligne) des représentants des Ministères en charge de l'Economie Forestière, en charge de l'Agriculture, en charge de l'Environnement, en charge de la Recherche Scientifique, en charge de l'Enseignement Supérieur, du CIRAD, du PNUD, de WRI, du Point focal CAFI, des Organisations des Producteurs et de la Société Civile (TDR et liste de présence en annexe).

Ouvrant les travaux, Monsieur Ampali Parfait, Coordonnateur national MNV et ONU-REDD à la FAO a tout d'abord souhaité la bienvenue aux participants avant de procéder à la vérification de présence. Il a ensuite déroulé l'agenda et l'objectif de cette rencontre qui était de présenter les points de la décision du Conseil d'Administration du CAFI et les réponses apportées pour une meilleure adhésion aux décisions techniques prises dans le projet et d'ajuster le contenu du document de projet pour sa ré-soumission.

Poursuivant la parole, Monsieur Ampali Parfait a présenté le projet et les éléments relatifs à la décision du Conseil d'Administration du CAFI à savoir : (i) ses



objectifs ; (ii) la théorie du changement ; (iii) les composantes et activités proposées ; (iv) les arrangements institutionnels ; (v) la zone d'intervention ; du plan de travail ; (vi) de la durée du projet et son budget ; (vii) les commentaires de l'évaluation indépendante du CAFI et (viii) les réponses proposées. Après cette phase de présentation, la parole a été donnée aux participants pour des questions et contribution afin d'améliorer les réponses apportées et le document de projet. Les échanges ont porté sur les questions de la sécurisation foncière des plantations ; des synergies existantes entre le PROREP et le Programme d'Utilisation Durable des Terres (PUDT) qui sera mise en œuvre par l'AFD dans le cadre de la Lettre d'Intention signée entre le Congo et le CAFI ; du choix des bénéficiaires du projet ; du rôle du Ministère en charge de l'agriculture dans le développement des plantations ; du logement de l'Unité de Gestion du Projet ; des synergies entre le PROREP et le PREFOREST ainsi que d'autres initiatives en cours, de la sollicitation de l'augmentation du budget sur le volet foyers améliorés permettant de prendre en compte la ville de Pointe-Noire ; de la représentativité de la société civile dans le Copil. A la suite de ces discussions fructueuses et clôturant cette session, les participants ont exprimé leur satisfaction à cette activité et à ce projet.

Le document de projet a été également partagé plusieurs fois 4 structures nationales partenaires du projet à savoir le Point Focal CAFI, le MEF, la CNREDD et le PRONAR. Les amendements et les propositions reçus de ces consultations ont été insérés dans le document de projet, pour son amélioration.

Le projet PROREP a été présenté au Bureau Exécutif CAFI le 31 mai 2021, puis une nouvelle fois le 22 juin 2021. A la suite de ces sessions, il a été demandé à l'ID de présenter un nouveau document de projet sur le seul volet « diffusion de foyers améliorés à Brazzaville et Pointe Noire » à la suite de quoi les consultations suivantes ont été menées :

Consultation 3 : Consultation des parties prenantes (producteurs, revendeurs et utilisateurs de FA de Brazzaville et Pointe Noire) - septembre 2021

Recommandations clés :

Nom de l'organisme/agence	Nom et fonction du représentant	Catégorie d'organisme (organisation de société civile, gouvernement, délégation de l'Union Européenne, université, etc.)	Recommandations	Action ou commentaire
Artisans soudeurs de Brazzaville	Maître Mbourta, Maître Matika Atelier Josiane & Bruno	Parties prenantes- producteurs de FA de Brazzaville	Une clientèle encore demandeuse de FA malgré la crise COVID (passage récurrent de personnes isolées voulant acheter/racheter un FA) ; appui à la mise en réseau avec des revendeurs, un appui dans les outils de communication pour soutenir la	Travail d'accompagnement à la structuration de la filière FA prévu.

				demande et un appui aux investissements initiaux (type fonds de roulement) pour permettre d'accroître la production. Des problèmes de production liés au manque d'électricité dans les ateliers fin 2020-début 2021.	
Artisans soudeurs de Pointe Noire	Maître Henri Maître Ludovic	Parties prenantes- producteurs de FA de Pointe Noire	Appui à la mise en réseau avec des revendeuses pour échanger autour de la structure du prix du FA et la diversification des facilités de paiement pour accroître la demande		
Points de vente de Brazzaville	Pt de vente Bouesso Pt de vente M. Julien Point de vente FJA Productrices de pain manioc Restauratrice Olga	Parties prenantes- distributeurs de FA de Brazzaville et utilisatrices de FA	Poursuite du projet en mettant l'accent sur les sensibilisations de proximité pour accroître la clientèle. Besoins identifiés en outils de communication.	Les activités de sensibilisation de proximité seront couplées à des activités plus larges de marketing pour diversifier la clientèle.	
Points de vente de Pointe-Noire	ETS Wumela	Parties prenantes- distributeurs de FA de Pointe-Noire	ETS Wumela : appui au développement d'un FA compatible avec le biocombustible (travail de prototypage sur ouverture du foyer)	Le projet prévoit des améliorations techniques et une adaptation du FA aux biocombustibles commercialisés à Pointe-Noire.	
Centre de formation et d'apprentissage Don Bosco		Organisation de la société civile – partenaire du projet FCE	Poursuivre les activités de formation à la fabrication de FA des jeunes apprentis au sein des ateliers de soudure	L'intégration des jeunes apprentis est prévue dans le cadre des formations techniques.	

Consultation 4 : Echanges avec le Ministère de l'Economie Forestière sur la mise en œuvre du projet Lituka- octobre 2021.
Recommandations clés :

Nom de l'organisme/agence	Nom et fonction du représentant	Catégorie d'organisme (organisation de société civile, gouvernement, délégation de l'Union Européenne, université, etc.)	Recommandations	Action ou commentaire
CVPFNL	Francis Thedy ADOUA NDINGA, Directeur	Gouvernement (Ministère de l'Economie forestière)	Echanges autour de la collaboration ID/Gouvernement dans le cadre du projet. Mise en place d'un COPIL. Recommandation : En parallèle des activités d'accompagnement filière pour assurer la production- vente, il est intéressant de travailler avec le secteur émergent des biocombustibles.	Intégration des conclusions de l'échange dans le document de projet. Le CVPFNL sera partie intégrante du COPIL

ANNEXE 3 : Plan de communication et de visibilité

A- Objectifs

1. Objectifs de communication généraux

Le plan de communication et visibilité a pour objectifs de renforcer la visibilité des activités du projet et ses donateurs, ainsi que de favoriser la vulgarisation et l'adoption des pratiques qui concourent à la réduction des prélèvements et la consommation non durable bois énergie, notamment les foyers améliorés, dans les zones du projet et ses environs.

2. Public ciblé

Les communautés. Il s'agira de promouvoir l'utilisation des foyers améliorés auprès des habitants de Brazzaville et de Pointe-Noire à travers des démonstrations pratiques et des campagnes de sensibilisation sur le terrain. En outre, il s'agira aussi de sensibiliser les utilisateur.trices à la déforestation, afin qu'ils soient davantage conscients de l'intérêt de l'utilisation des foyers améliorés pour la bonne gestion de la ressource. Ils seront ainsi des relais « promoteurs » auprès de la communauté pour aider à leur diffusion.

Les acteurs de la filière. Il s'agira de démontrer les avantages de travailler en réseau mais aussi en autonomie d'ID afin de garantir une pérennité de la filière. ID offrira un accompagnement en ce sens.

Par ailleurs, des actions de communication grand public seront aussi effectuées, notamment à travers des « agents promotion » qui aideront à faire connaître le produit et donc à sa diffusion.

Les décideurs politiques. Il s'agit notamment des leaders politiques aux niveaux de l'administration centrale et locale. Il s'agira par exemple de démontrer aux parlementaires et élus locaux l'impact des interventions du projet sur le bien-être des populations en vue de favoriser la prise en compte et l'intégration des interventions similaires dans l'élaboration des politiques, la prise de décision et les processus de budgétisation.

Partenaires techniques et financiers : Il s'agira de promouvoir les résultats et impacts des interventions bénéficiant leur soutien technique et financier, et favoriser la mobilisation des investissements additionnelles pour la mise à échelle, tout en renforçant leur visibilité.

3. Objectifs spécifiques pour chaque cible, en lien avec les objectifs de l'action et les phases du cycle de programme

Groupe cible	Objectif de communication	Phase du projet
Leaders politiques	Sensibiliser sur les impacts négatifs des pratiques non-durables de prélèvement et consommation de bois énergie	Dès le début du projet

	Sensibiliser sur l'impact positif de l'adoption des pratiques durables de prélèvements et consommation de bois énergie sur l'environnement et le bien-être des populations – notamment les foyers améliorés	Dès le début du projet
	Faire du plaidoyer pour l'intégration des bonnes pratiques en bois-énergie dans les politiques/stratégies et processus de budgétisation	Dès la mi-parcours
	Sensibiliser sur l'appui technique et financier du CAFI, les interventions du projet et leur impact	Dès le début du projet
Communautés	Sensibiliser sur les impacts négatifs des pratiques non-durables de prélèvement et consommation de bois énergie	Dès le début du projet
	Faciliter un changement vers l'adoption des foyers améliorés comme mode de cuisson	Dès le début du projet
	Sensibiliser sur l'impact positif de l'adoption des pratiques durables de prélèvements et consommation de bois énergie sur l'environnement et le bien-être des populations – notamment les foyers améliorés	Dès le début du projet
	Sensibiliser sur l'appui technique et financier du CAFI, les interventions du projet et leur impact	Dès le début du projet
Acteurs de la filière	Sensibiliser sur les impacts négatifs des pratiques non-durables de prélèvements et consommation de bois énergie	Dès le début du projet
	Sensibiliser sur l'impact positif de l'adoption des pratiques durables de prélèvements et consommation de bois énergie sur l'environnement et le bien-être des populations – notamment les foyers améliorés	Dès le début du projet
	Sensibiliser sur l'importance de construire une filière autonome via un travail de mise en réseau	Dès le début du projet
	Sensibiliser le grand public sur les avantages des foyers pour augmenter les ventes	Dès le début du projet
	Sensibiliser sur l'appui technique et financier du CAFI, les interventions du projet et leur impact	Dès le début du projet
Partenaires techniques et financiers	Sensibiliser sur l'impact positif de l'adoption des pratiques durables de prélèvements et consommation de bois énergie sur l'environnement et le bien-être des populations – notamment les foyers améliorés	Dès le début du projet
	Faciliter la mobilisation des financements additionnels pour la mise à échelle	Dès la mi-parcours

B- Activités de communication

4. Activités principales mises en œuvre durant la période couverte par le plan de communication et de visibilité

Toutes les activités prévues seront sous la responsabilité première d'ID qui pourra, au besoin, solliciter des appuis d'autres acteurs/partenaires. Un plan de communication sera établi par le Responsable du Programme et actualisé chaque année. Le chargé d'appui à la Direction Pays ID qui a la communication dans ses attributions aidera aussi à la réalisation d'activités, notamment sur les aspects techniques (photos, vidéos, mobilisation médias...)

pan

Sensibiliser sur les impacts négatifs des pratiques non-durables de prélèvement et consommation de bois énergie

Cette activité vise toutes les cibles (exceptés les PTF) et se fera à travers des messages de sensibilisation diffusés via différents canaux : agents du projet (notamment pour les communautés et les acteurs de la filière) mais aussi les médias (radio, TV, réseaux sociaux...). Au fil du projet, il sera fait une place de plus en plus grande aux acteur.trices du projet pour être eux-mêmes des sensibilisateurs vis-à-vis de leurs pairs.

Sensibiliser sur l'impact positif de l'adoption des pratiques durables de prélèvements et consommation de bois énergie sur l'environnement et le bien-être des populations – notamment les foyers améliorés

Cette activité vise toutes les cibles sera adaptée en fonction de celles-ci. Ainsi, concernant les utilisateur.trices du projet, elle prendra la forme de sensibilisation – éventuellement via la mise en place d'AOC.

Pour les autres acteurs, il s'agira de démontrer à quel point il existe actuellement une pression sur la ressource en bois-énergie et l'importance de la préserver via des actions très concrètes telles que les foyers améliorés (mais pas uniquement – des liens avec d'autres composantes comme l'agroforesterie pourront être faits). Une utilisation de supports de communication type photos, capsules vidéos, réseaux sociaux, médias etc... pourra être effectuée dès que possible et en fonction de la pertinence par rapport aux cibles.

Faciliter un changement des communautés vers l'adoption des foyers améliorés comme mode de cuisson

Pour les communautés, il s'agit avant tout de faire des démonstrations « par la pratique ». L'expérience du FCE a notamment démontré toute l'importance des séances de démonstration grand public. Des événements seront organisés lors de journées clés (journée de l'arbre par exemple). Une campagne massive de communication avec déclinaisons locales sera aussi organisée. En outre, il s'agira de communiquer sur les solutions économiques permettant le financement d'un passage des foyers classiques aux foyers améliorés, en lien avec les IMF et/ou des solutions très concrètes proposées par des acteurs locaux (tontines...)

Sensibiliser sur l'importance de construire une filière autonome via un travail de mise en réseau

Ce point ne concerne que les acteurs de la filière (artisans, revendeurs...) et se traduira par des séances de sensibilisations, facilitation avec la mise en place éventuelle d'AOC. Le chargé d'accompagnement de la mission ID Congo sera mobilisé, son rôle « aux côtés du projet » contrairement à l'équipe de mise en œuvre, facilitera cette prise de distance et l'autonomie.

Sensibiliser le grand public sur les avantages des foyers pour augmenter les ventes

Pour booster les ventes, il sera fait recours à des agents promotion. Ceux-ci, en lien avec les points de vente démontrent les avantages des foyers améliorés et contribuent largement à la hausse des ventes, comme cela a été constaté dans le projet FCE.

Des séances de démonstration seront également organisées ; elles attirent souvent du monde et contribuent, aux côtés de témoignages, à convaincre les utilisateur.trices potentiels.

Faire du plaidoyer pour l'intégration des bonnes pratiques en bois-énergie dans les politiques/stratégies et processus de budgétisation

Il s'agira ici de faire démontrer aux autorités et décideurs, résultats à l'appui, l'importance de soutenir concrètement les bonnes pratiques en matière de bois-énergie. Des messages dans les médias seront diffusés en ce sens et il sera particulièrement fait recours au coordonnateur MEF du projet Lituka. Il pourra aider à rencontrer des décideurs, pour que des messages puissent être portés, par exemple pour des mesures d'incitation à l'équipement soutenues par le gouvernement.

Sensibiliser sur l'appui technique et financier du CAFI, les interventions du projet et leur impact

Dans l'ensemble des communications liées au projet, le bailleur CAFI sera nommé et sur l'ensemble des productions et biens acquis dans le cadre du projet, le logo du bailleur sera affiché.

Faciliter la mobilisation des financements additionnels pour la mise à échelle

Grâce aux premières réalisations concrètes du projet, les PTF seront invités à constater les bienfaits des foyers et la pertinence de soutenir un programme plus ambitieux, à une échelle plus importante. L'appui du coordonnateur MEF du projet Lituka sera essentiel et quelques actions d'envergure en présence de décideurs seront organisés.

4. Outils de communication retenus

Démonstrations : permettent de toucher le grand public et les utilisateur.trices. Conviction acquise par la pratique. Très utiles auprès des personnes ménages.

Agents promotion : aident à convaincre à l'achat, en appui aux points de vente

Réseaux sociaux : communication sur le projet auprès des PTF, du grand public

Evènements de masse : permettent de toucher le grand public et les utilisateur.trices.

Conviction acquise par la pratique

Bulletins d'information : pour l'information grand public et les PTF

Médias : pour l'information grand public et les PTF

6. Atteinte des objectifs de communication

Démonstrations/sensibilisations : Nombre de démonstrations/sensibilisations, nombre de foyers vendus

Agents promotion : Nombre de séances faites par des agents promo, nombre de foyers vendus

Réseaux sociaux : Nombre de posts sur le projet

Evènements de masse : Nombre d'évènements organisés, nombre de foyers vendus

Bulletins d'information : Nombre de bulletins diffusés

Médias : Nombre d'interventions médias effectuées

7. Dispositions pour le retour d'information (lorsque pertinent)



ANNEXE 4 : Rapport d'enquêtes (FAO/ID) sur les équipements de cuisson et habitudes de consommation des ménages - 2019.

Document en lien : double cliquer sur l'icône ci-dessous.



Rapport d'enquêtes – Etude FAO

Annexe à l'Etude sur le développement d'un modèle de soutien au déploiement de
cuisseurs améliorés
Brazzaville et Pointe Noire, République du Congo

Période d'enquête du 20/05/2019 au 04/06/2019

Lieu d'enquêtes : Pointe Noire et Brazzaville, République du Congo



Handwritten signature

ANNEXE 5 : Simulation d'impact de diffusion des cuisiseurs économiques en République du Congo – 2022-2032

Coef. moyen réaliste zone urbaine

1,6 teq CO₂/CE/AN

0,6 tonne bois économisée/TeqCO₂ économisée

41,5 € économisée/Tonne de bois économisée/an

48,1 USD

Année	2022		2023		2024		2025		2026	
	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR
Centre urbain										
Production annuelle (hors renouvellement)	500	500	1 250	1 250	2 000	2 000	2 500	2 500	3 500	3 500
Production annuelle (renouvellement) - 80%	500	500	1 250	1 250	2 400	2 400	3 500	3 500	5 100	5 100
Total produit/an	500	500	1 663	1 663	3 468	3 468	5 605	5 605	8 170	8 170
Total utilisé/an (95%)	500	500	1 663	1 663	3 468	3 468	5 605	5 605	8 170	8 170
Tonne eq. CO ₂ économisée/an	800	800	2 660	2 660	5 548	5 548	8 968	8 968	13 072	13 072
Tonne bois économisée/an	480	480	1 596	1 596	3 329	3 329	5 381	5 381	7 843	7 843
Economie argent [€] / an	19920	19920	66234	66234	138145	138145	223303	223303	325493	325493
En USD	23098	23098	76802	76802	160186	154164	258931	258931	377425	377425

Hypothèse à 2024 zone urbaine - (fin projet) (70% charbon/30% bois)	2027		2028		2029		2030		2031		2032	
	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR	BZV	PNR
8 300 foyers améliorés produits												
18 016 Teq CO ₂ économisées sur 3 ans	4 250	4 250	4 750	4 750	5 000	5 000	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500	5 500
10 810 Tonnes de bois économisées sur 3 ans	2 000	2 000	2 800	2 800	3 400	3 400	3 800	3 800	4 000	4 000	4 400	4 400
448 598 € économisés sur l'utilisation du combustible	6 250	6 250	7 550	7 550	8 400	8 400	9 300	9 300	9 500	9 500	9 900	9 900
	10 783	10 783	13 110	13 110	15 153	15 153	16 815	16 815	17 860	17 860	18 430	18 430
Hypothèse à 2032 avec stabilisation de la production												
127 000 foyers améliorés produits en 10 ans	1 7252	1 7252	2 0976	2 0976	2 4244	2 4244	2 6904	2 6904	2 8576	2 8576	2 9488	2 9488
36 860 foyers améliorés en circulation en 2032	10351	10351	12586	12586	14546	14546	16142	16142	17146	17146	17693	17693
356 976 teq CO ₂ économisées sur 10 ans	4 29575	4 29575	5 22302	5 22302	6 03676	6 03676	6 69910	6 69910	7 11542	7 11542	7 34251	7 34251
214 186 tonnes de bois économisées	498113,5	498113,5	605635,7	605635,7	699992	699992	776793,7	776793,7	825069	825069	851401	851401

ANNEXE 6. Appui à l'émergence des filières artisanales locales – Traverses n°47 – 2017

Document en lien : double-cliquer sur l'icône

n°47

Décembre 2017

TRAVERSES

Appui à l'émergence de filières artisanales locales

Sous la coordination de Christophe Barron (ID)

Resumé

Les organisations du Groupe Initiatives appuient l'émergence de filières artisanales qui contribuent, localement, à un développement économique durable et au renforcement des acteurs impliqués. Ces filières émergentes s'inscrivent dans le large éventail des secteurs d'activité des membres du Gi tels que les unités de distillation à foyer économique, les moteurs combustibles performants, les solutions d'habitat écologique, les lastrines individuelles, les outeours domestiques, etc.

Les travaux de capitalisation du Gi ont permis d'approfondir l'approche émergence de filières artisanales locales et de montrer un certain nombre de convergences : positionnement similaire quant à la place de l'ONG dans la filière, préférence pour un rôle de facilitateur en appui plutôt qu'en substitution, renforcement des acteurs en ciblant les savoir-faire et les métiers.

Complexité à cerner et à mesurer, la pérennité des actions et de leur impact est un sujet partagé par ceux qui portent tant sur les stratégies que dans les actions. Créer de l'autonomie est à cet égard un leitmotiv des ONG du Gi.

Sommaire

Le mot du Grand Témoin	3
L'émergence de filières artisanales locales : de quoi parle-t-on ?	4
Les expériences mises à l'étude	5
Quelle place des ONG dans la filière ?	6
Comment renforcer la filière en renforçant ses acteurs ?	10
Filières et pérennité : un pléonasma ?	12
Focus : Le contrôle qualité	15
Filières artisanales locales et filières agricoles : des approches distinctes ?	16
Entrer et sortir de la scène	17
Fiches de synthèse des expériences étudiées	18

Les éditions du Groupe Initiatives

 initiatives

Consultez tous les numéros Traverses sur : www.groupe-initiatives.org/Publications

ANNEXE 7. Fiche outils – Tests de performances énergétiques

Cette annexe technique présente les différentes options de tests de performances énergétiques pour valider un choix d'introduction de technologies de cuisson biomasse : type, résultats, moyens nécessaires. Cette fiche devra permettre aux commanditaires de prendre les décisions relatives à la nécessité de s'assurer qu'un équipement est adapté avant tout programme de vulgarisation.

L'évaluation des performances énergétiques de cuiseurs a été initiée il y a 30 ans par un groupe de Volontaires en Assistance Technique (VITA)

Un ensemble de protocoles de test a ainsi été élaboré :

- Test d'Ébullition de l'Eau (TEE) ou Water Boiling Test (WBT)
- Test de Cuisson Contrôlée (TCC) ou Controlled Cooking Test (CCT)¹³
- Test de Performances de Cuisine (TPC) ou Kitchen Performance Test (KPT)

Ces protocoles font l'objet de révisions régulières, en particulier dans le contexte actuel de développement d'un standard international ISO pour l'évaluation des performances des fourneaux de cuissons propres. (Les liens en bas de page font référence aux dernières versions de ces protocoles).

A noter :

Une étude visant à mesurer l'impact sanitaire peut être réalisée en parallèle d'un TPC (KPT) mais est beaucoup plus complexes à mettre en œuvre et nécessite des moyens matériels et humains plus importants. Idéalement les tests visant à mesurer les performances énergétique doivent pouvoir également s'accompagner d'études complémentaires telles qu'une étude de marché ou à minima de focus groupe. En effet l'argument efficacité énergétique n'est pas toujours suffisant pour garantir une adoption par les ménages. Voir à titre indicatif une étude réalisée au Ghana par la GACC.

1. Test d'Ébullition de l'Eau (TEE)

Le TEE (Water Boiling Test en anglais) est une simulation simplifiée du processus de cuisson (porter une certaine quantité d'eau à ébullition puis la maintenir en frémissement sur un temps donné). Il est réalisé en laboratoire et vise à mesurer l'efficacité énergétique avec laquelle un cuiseur utilise du combustible pour chauffer de l'eau dans une marmite. Les quantités d'émissions produites pendant cette simulation peuvent être mesurées à l'aide d'un appareillage spécifique.

En théorie, ce test permet de comparer différents modèles, de tester des évolutions de conception et de valider le design d'un cuiseur. Il faut néanmoins préciser que ce test ne fait pas consensus. Outre les multiples versions corrigeant des erreurs initiales dans les formules, le problème repose sur la définition d'une simulation de cuisson standard. Les pratiques culinaires étant différentes d'un pays à l'autre voir même d'une région à l'autre dans un pays, l'utilisation d'un scénario de cuisson standard international ne permet pas de prédire les performances du cuiseur sur le terrain. Ce test peut cependant être adapté en identifiant au préalable les cycles de cuisson locaux. Il est alors possible en réalisant des tests comparatifs d'obtenir en laboratoire et rapidement des résultats représentatifs du contexte d'utilisation.

2. Test de Cuisson contrôlé (TCC)

Le TCC (Controlled Cooking Test en anglais) permet de comparer les performances de cuiseurs lors de la préparation simultanée d'un plat par des ménagères. Il consiste à cuisiner un plat standard, représentatif des traditions culinaires locales, et à mesurer les quantités de combustibles consommées et les temps de cuisson en laboratoire ou sur le terrain. L'influence des facteurs externes aux cuiseurs, en particulier les facteurs subjectifs de fin de cuisson ainsi que les modes opératoires sont minimisés en définissant ces conditions aux préalables avec les ménagères. Ce test présente l'avantage d'obtenir des résultats représentatifs du contexte local, relativement rapidement, ainsi que les premières réactions/impressions des ménagères sur la technologie testée.

A noter :

Ces tests doivent être réalisés par des techniciens formés et ayant une expérience préalable.

3. Test de Performance en Cuisine (TPC)

Le TPC (Kitchen Performance Test en anglais) consiste à mesurer la consommation de combustible sur une période entre une population cible utilisant le cuiseur à tester et une population témoin utilisant le cuiseur traditionnel soit le foyer trois pierres. Ce test de terrain comprend aussi deux enquêtes qualitatives: la première aide les responsables de la mise en œuvre (concepteurs de projet, producteurs, distributeurs ou investisseurs) à étudier les pratiques culinaires et les comportements des ménages avant l'introduction d'un nouveau foyer et l'autre leur fournit des données de suivi, 3 à 6 mois après que le foyer a été introduit dans un ménage. Le TPC est le seul test qui permet de mesurer les économies réelles de combustibles et d'obtenir à long terme des informations sur la satisfaction des utilisateurs et la durabilité du cuiseur. Il est cependant plus complexe à mettre en œuvre que les précédents. La phase de conception du plan d'étude est très importante (méthode d'échantillonnage, taille de l'échantillon, site...). Il nécessite aussi une volonté de participation des familles qui seront partie prenante.

4. Comparaison des 3 protocoles

Le tableau suivant présente le type de résultats obtenus en fonction du protocole de test utilisé :

Résultats	TEE	TCC	TPC
Efficacité du cuiseur	Oui	Non	Non
Temps / vitesse de cuisson	Oui	Oui	Non
Consommation spécifique du cuiseur	Oui	Oui	Oui
Satisfaction des utilisateurs	Non	Oui	Oui
Economie réelle du cuiseur	Non	Non	Oui
Durabilité du cuiseur	Non	Non	Oui

fm

CB

Annexe 8. Brochure expliquant l'utilisation du Congo-Mboté

Document en lien : double cliquer sur l'icone

Pour nous contacter :

☰ Initiative Développement
 OCH La Glacière
 Case C3-53
 Derrière la détente
 Arr. 2 Bacongo
 Brazzaville

☎ 22 604 04 74

🕒 Du lundi au vendredi
 De 8h00 à 16h00

Le cuisEUR Congo-Mboté

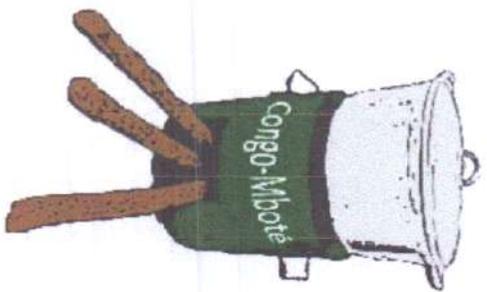
- *économise le bois
- *économise le charbon
- *réduit les fumées
- *salit moins les marmites
- *sait moins la cuisine
- *réduit le risque de brûlure

Ce cuisEUR économe est fabriqué par des artisans soudeurs à Brazzaville dans le cadre d'un programme de développement mis en œuvre par l'ONG Initiative Développement

Ce cuisEUR a été contrôlé et répond à tous les critères qualité indispensables à son bon fonctionnement

COMMENT BIEN

UTILISER LE CUISEUR CONGO-MBOTÉ ?



Ce cuisEUR économe s'utilise avec du BOIS ou du CHARBON

Annexe 9. Analyse des risques associés aux potentielles sources de fuite carbone

Potentielle source de fuite	Niveau de risque	Justification
1- Les technologies de référence déplacées sont réutilisées en dehors du périmètre du projet à la place de technologies moins émettrices ou d'une manière qui suggère une utilisation plus importante que celle qui aurait eu lieu en l'absence du projet.	Très faible	Les technologies de base déplacées ont une durée de vie assez courte et sont déjà largement disponibles dans l'agglomération de Brazzaville. Le nombre de foyer de base déplacés par le projet est négligeable par rapport au nombre total de foyers disponibles dans l'agglomération de Brazzaville (0,7% lorsque le projet sera le plus étendu). Voir le fichier excel (onglet "leakage") pour plus de détails sur les calculs.
2- La biomasse non renouvelable ou les énergies fossiles économisés par le projet sont utilisées par des utilisateurs externes au projet qui utiliseraient par le passé des sources d'énergie moins émettrices de CO2.	Très faible	La demande de charbon de bois déplacée par le projet est négligeable comparée à la consommation globale de charbon de bois à Brazzaville (0,39%). Voir le fichier excel ("leakage" tab) pour plus de détails sur les calculs. Le projet n'affectera pas la disponibilité ou le prix global du charbon de bois à Brazzaville et dans sa périphérie.
3- Le projet a un impact significatif sur la fraction NRB (Biomasse non renouvelable) dans une zone où d'autres activités de projet MDP (Mécanisme pour le développement propre) ou VER (Réductions d'émissions vérifiées) prennent en compte la fraction NRB dans leur scénario de référence.	Très faible	La demande de biomasse déplacée par le projet est négligeable comparée à la consommation globale de charbon de bois à Brazzaville (0,39%). Voir le fichier excel ("leakage" tab) pour plus de détails sur les calculs.
4- Les bénéficiaires du projet compensent la perte du chauffage de la pièce, conséquence indirecte des foyers non améliorés, en adoptant de nouvelles	Très faible	Le climat du Congo est tropical et il n'est pas nécessaire de chauffer les pièces même pendant les mois les plus frais de l'année. Voir le graphique avec les températures à Brazzaville dans le fichier Excel ("leakage" tab).

<p>formes de chauffage ou en conservant leur anciens foyers non améliorés.</p>		
<p>5- Grâce à la promotion et à la commercialisation d'une nouvelle technologie à haute efficacité, le projet stimule la substitution au sein des ménages qui utilisaient habituellement une technologie dont les émissions sont relativement plus faibles, dans les cas où une telle tendance n'est pas acceptable en tant que ligne de base de la situation de référence.</p>	<p>Très faible</p>	<p>Certains ménages passent de cuisinières au gaz (moins émettrices) au Congo Mbote. Cet effet est déjà pris en compte dans le calcul du VER.</p>

